

Compte-rendu du workshop
Marges urbaines en question. Catégorisations, qualifications
(Tours, les 09 et 10 janvier 2014)

SESSION 1
MARGES URBAINES : MARGINALISATION-MARGINALISÉS
Modérateurs : Raffaele Cattedra et Anna Madoeuf

Franck Chignier Riboulon

Distances(s) et recherche en sciences sociales : la question des marges urbaines

Franck Chignier Riboulon présente une communication en réaction à l'argumentaire *Les marges urbaines en questions*, rédigé en amont de la rencontre. Il juge que l'approche proposée par l'argumentaire est prédéterminée, pré-conduite, notamment parce que le texte annonce une géographie radicale et que la radicalité l'effraie (car elle est réductrice et absolue). Il critique un certain nombre de concepts présents dans l'argumentaire.

Il discute d'abord l'usage du concept de "néo-libéralisme" et des qualificatifs qui lui sont accolés. Il reproche le fait qu'il soit fait mention, dans l'appel, d'une "Pensée néolibérale hégémonique" et de son influence sur la ville, qui ne serait vue que comme un lieu d'investissements. Il demande si les "choses sont si mécaniques". L'économie n'est-elle pas aussi quelque peu plus diversifiée, offrant emplois, valeur ajoutée et développement ? Il y a d'autres économies, d'autres effets sur la valeur ajoutée, sur l'esprit d'initiative, sur l'offre d'emploi, sur les développements locaux.

Par ailleurs, dans l'appel, il est question de marges produites par les représentations elles mêmes produites par les acteurs dominants. Cet étiquetage des territoires lui semble problématique. Il demande qu'est-ce qu'une classe dominante ? Les logiques de domination peuvent-elles se résumer à une opposition pauvres/dominés vs riches/dominants ?

In fine, il propose de privilégier les notions par rapport aux concepts. Car on se rend compte de plus en plus de l'instabilité théorique des différentes notions sur lesquelles on travaille.

Puis, Franck Chignier Riboulon propose de privilégier l'étude des processus à la définition de réalités immobiles. Il est préférable, selon lui, de parler de marginalisation plutôt que Marge. Il précise que les marges sont produites par des représentations et des pratiques auxquelles il conviendrait de s'intéresser. La notion de marges est liée à l'idée d'inadaptation /de handicap. Derrière, il y a l'idée de responsabilisation de la population. Au contraire, quand on évoque la notion de "marginalidad", due à une approche marxiste, l'institution est vue comme seule sortie possible de la marge. In fine, quid de l'action de la population dans la démarginalisation ? Compétences des habitants, citadinité, urbanité sont-ils autant de concepts mobilisables ?

Dans sa « perception » de la géographie, il y a une mise à distance, la relativité (même si c'est un mot qui peut lui aussi être contesté), qui impliquent la prise en compte des réalités contextuelles, les temporalités (et il y a plusieurs types de temporalité) avec une complexité à chaque fois. Il explique vouloir ici mettre en perspective ce regard, en insistant sur l'importance du contexte politique, social, etc. du chercheur, et de ses propres choix idéologiques. Surtout dans ces logiques de marges, de minorités culturelles, etc. Il y a des formes d'empathie et l'empathie change le regard ; elle empêche de garder de la distance et peut rendre aveugle à certaines réalités. Le regard risque d'être plus partiel et donc plus partial (il renvoie à un article de Didier Lapeyronnie, « L'académisme radical ou le monologue sociologique », 2004, *Revue française de sociologie* qui interroge l'objectivation d'une subjectivité).

Finalement, Franck Chignier Riboulon rappelle la difficulté qu'il y a à généraliser de quelques études de terrains (citant notamment Michel Cocoreff, 2009, *Revue française de sociologie*), difficulté qui se combine avec des représentations que nous avons des réalités humaines. Au sein de la marge urbaine, il y a une diversité de situations. Il y a aussi des jeux de pouvoirs, de pression, de domination et des marginalisations locales, des logiques de concurrence des "marginalisés".

Yankel Fijalkow

Discours et idéologies autour de l'habitat précaire.

En mobilisant une approche socio-historique fondée sur des documents produits par les pouvoirs publics depuis le XIXe siècle jusqu'à nos jours, cette communication propose une synthèse des travaux que Yankel Fijalkow a menés au cours de sa carrière, depuis sa thèse consacrée aux îlots insalubres parisiens (1850-1950) au travail qu'il poursuit actuellement sur la vulnérabilité résidentielle et la normalisation de l'habitat.

En préambule, Yankel Fijalkow rappelle que se loger constitue un élément fondamental dans la reconnaissance sociale. Et que c'est aussi de plus en plus un élément de production de soi (production symbolique identitaire et aussi production factuelle, reproduction scolaire, professionnelle), et qu'habiter dans un espace hors normes conduit à la marginalisation. Mais qu'est-ce que l'habitat précaire ? Quels sont ses acteurs ?

La communication est organisée en trois points :

1. une étude des catégories de pensée de l'habitat précaire notamment l'hygiénisme
1. une étude des mots de l'usage courant dans l'action publique pour parler de l'habitat précaire qui souligne la concurrence des mots (notamment taudis et insalubre)
1. les débats actuels (autour de la notion d'habitat vulnérable notamment).
1. Étude des catégories de pensée de l'habitat précaire notamment l'hygiénisme

Yankel Fijalkow rappelle que l'hygiénisme est un courant qui, au XIXe siècle, fut producteur de normes d'habitat (et donc porteur aussi de la marginalité de l'habitat). Son « bloc idéologique » doit être soigneusement étudié dans la mesure où beaucoup de ses traits sont encore présents dans la politique urbaine contemporaine.

L'hygiénisme n'est pas le premier courant qui ait essayé de normaliser les règles d'habitat. Mais ce qui est nouveaux et fondamental c'est la crainte de la contamination, et

- une politisation de la santé avec l'apparition du concept de police sanitaire. Parfois, il y a eu des rapports entre hygiénisme et eugénisme (qui peuvent induire un rapport normatif à l'altérité)
- un usage des statistiques
- un développement du spatialisme (hygiénisme relatif au climat notamment)
- une sensibilité socio-spatiale. L'hygiénisme produit des cartes
- une identification de la salubrité du logement en fonction de la densité des pièces (on mesure la taille des logements, on observe le surpeuplement).

C'est désormais la "scientificité" qui définit une norme. À Paris, la cartographie de l'insalubrité correspond à l'espace où Haussmann n'est pas intervenu. Elle renforce l'attractivité des quartiers haussmanniens et stigmatise les autres. Il y a une spatialisation de l'habitat hors normes dans une perspective de police sanitaire, qui articule les notions de densité et contagion. Et que l'on veuille disperser la pauvreté urbaine ou la concentrer, on s'appuie toujours sur la spatialisation, ce qui résulte d'une opération de totalisation intellectuelle.

1. Étude des mots de l'usage courant dans l'action publique pour parler de l'habitat précaire qui soulignera la concurrence des mots (notamment taudis et insalubre)

Il y a une mise en concurrence du taudis et du logement insalubre. Mais quelle distance sépare la notion d'habitat insalubre de celle de taudis et pourquoi ?

1. Le taudis avant le XXe siècle

Au XIVe siècle : "se taudir" signifie se mettre à l'abri. Mais le terme semble même plus ancien. Venant de l'anglo-normand, il aurait pu désigner une tente disposée sur un navire au repos. Aux XVI-XVIIe s. il désigne un bouge, des logements misérables. Mais au XIXe siècle un certain romantisme est associé au taudis. Reste que le terme n'est pas utilisé par les politiques (qui lui préfèrent des expressions comme « maisons sans fenêtre »). Au XXe siècle, la définition première du taudis est : habitat exigü.

2. Logement insalubre

Yankel Fijalkow évoque la législation (jusqu'aux années 1850'). Il précise que le logement insalubre est une pièce sans jour, avec une déficience d'alimentation en eau, etc.

Il y a quatre types d'insalubrité :

- insalubrité liée à état technique du logement
- insalubrité liée à manque d'équipement
- insalubrité liée au surpeuplement
- insalubrité liée à la maladie.

Il rappelle ensuite que selon la loi de 1850, « les logements réputés insalubres se trouvent dans des conditions de nature à porter atteinte à la vie ou à la santé de leurs habitants ». Reste que l'application de la loi qui a pour but de lutter contre l'insalubrité est variée selon les villes.

3. Le taudis au XXe siècle

Au XXe siècle émerge l'idée que "c'est le milieu qui fait le vice". Il y aurait une consubstantialité entre le logement et l'état de l'âme. Ainsi, les autorités pensent qu'il y a un danger de contamination entre les riches et les pauvres. Il y a aussi une hantise de la gangrène, qui explique sans doute l'existence de nombreux projets de « suppression des taudis » dans les plans d'urbanisme établis pendant et après la Seconde Guerre mondiale.

4. Tournant des années 1990

Yankel Fijalkow montre ensuite que dans les années 1990, on observe un retour de l'habitat indigne (versus "logement décent"), qui témoigne d'une connotation humanitaire des débats. Par ailleurs, on observe un effacement de l'état à définir des normes (via le marché, notamment). C'est au locataire de se mobiliser contre son propriétaire si le logement ne répond pas aux normes.

1. Vulnérabilité résidentielle

Dans le sillage de la crise du logement qui naît à partir de 1995, se développe un discours sur la vulnérabilité résidentielle. En 1997, à l'ONU, on assiste au développement de cette définition qui renvoie à l'état de faiblesse et de résistance des individus. Les ménages s'arrangent pour lutter contre la crise sans cadre juridique (effacement de l'état) : sous location, colocation, etc. pour surmonter leur fragilité.

Il y a une procédure de labellisation, de certification au nom d'un bien ultérieur qui serait le développement durable. Des groupes industriels sont de plus en plus puissants dans la définition de l'habitat normé. Cela risque de produire une nouvelle forme d'exclusion.

Aziz Iraki

Marges, Illégalité et territoires (Maroc).

Aziz Iraki a consacré sa communication aux quartiers d'habitat non réglementaire au Maroc, en montrant l'articulation qui s'y opère entre régulation politique et mobilisation habitante.

Dans la première partie de sa communication, il a proposé de revenir sur la définition. Les marges sont définies comme ce qui est ostracisé par le corps social et/ou les pouvoirs publics. Et en ce sens elles permettent d'observer et d'étudier une société dans son système d'exclusion. Il a listé quelques-unes des caractéristiques des marges urbaines

- qui ne peuvent être considérées que dans leur rapport à une norme, fixent les limites du tolérable.
- qui, en tant qu'espace oublié ou nié, sont la source de très peu de discours. Et en ce sens, il est difficile d'en avoir une appréhension, une connaissance.

- qui sont des phénomènes construits et conjoncturels. Ce qui est marges aujourd'hui, ne le sera peut-être plus demain.
- qui « bénéficient » d'un traitement différencié ; aussi est-il primordial de mettre en contexte chacune d'entre elles.

Dans la seconde partie de son exposé, il est parti de l'habitat non réglementaire défini comme marges et a regardé quelle politique se noue autour de lui. Les zones d'habitat non réglementaires sont des espaces où la norme est transgressée. Ces marges renseignent donc sur les limites de ce que le système politique admet. Mais au-delà, elles renseignent aussi sur ce que les sociétés locales font de la norme.

Aziz Iraki rappelle que l'illégalité et la marginalité sont d'abord à définir dans un contexte. Car selon le contexte, la gestion peut être différente. Au cours d'une même période et dans une même ville, il peut y avoir des modes de gestion de la marge variés. Par exemple, à Casablanca, alors qu'on observe une gestion apaisée par le local dans des quartiers d'habitat non réglementaire de la commune de Dar Bouazza (qui ne constituent pas d'enjeu politique majeur, et où interviennent des petits lotisseurs), on observe des situations de conflit dans des grands quartiers (de 30 000 à 50 000 hab.) qui se sont développés illégalement parce que c'est un enjeu majeur pour le Maghzen. L'état doit reconnaître aux populations des droits d'accès aux services essentiels mais montrer, dans le même temps, qu'il agit pour arrêter le phénomène de développement urbain illégal. Des négociations sont engagées dans lesquelles chaque acteur avance caché. Les autorités locales acceptent toutes les demandes de la population (pour le raccordement à l'eau potable, par ex.). Ainsi, on régule au quotidien. Mais il y a un moment où l'état central intervient, dans les médias notamment, pour dire qu'il faut sévir contre l'illégalité (en déployant de gros moyens de répression). Ce système a cette particularité qu'il crée des réseaux de clientélisme ; des réseaux parfois mafieux. Du côté des élus, on est dans des espaces de négociation de la norme qui favorise un clientélisme concurrentiel. L'important étant de montrer "qui va faire au mieux pour la collectivité". Souvent on a un vote collectif pour celui qui va amener le plus. On met donc en concurrence les différentes élites. Mais toutes les marges n'arrivent pas à produire des élites. Et parfois il y a que des rapports verticaux (intervention du caïd), sans processus de négociation avec des élites émergentes. Le rapport de force est donc lié, aussi, à la capacité qu'a la population à se mobiliser.

Aziz Iraki pose également la question de : comment on vit dans la marge ? Du côté des populations, il peut aussi y avoir une ambivalence. Elle est dans un climat d'incertitude puisqu'elle habite de manière illégale. Et cette incertitude favorise le compromis, les relations verticales. Elle peut utiliser la ruse (faire usage d'une fenêtre d'opportunité). Et la marginalisation est-elle source de mobilisation ? Et si oui, on mobilise sur quel registre ? Il note que les populations se mobilisent de plus en plus en mettant en avant la question des droits de l'homme, des droits historiques, la dignité, etc. Mais jusqu'où les populations restent-elles solidaires entre elles ?

Pour conclure, Aziz Iraki rappelle que les marges sont pourvoyeuses de sens.

Et il se demande comment lire la gestion politique de ces espaces « tolérés » par le pouvoir central ? Est-ce que le système autoritaire a disparu au Maroc ? Non. Il y a tantôt autoritarisme, tantôt des phases au cours desquelles il y a une pincée de démocratisation. Aujourd'hui, il n'y a

de moins en moins de verticalité. Et un traitement par un clientélisme politique de poussé. C'est une transaction politique moderne.

Par ailleurs, il note que les marges entretiennent un rapport à l'oubli. Avec une présence faible dans les médias. Et il rappelle, enfin, que pour les chercheurs il y a peu d'informations officielles disponibles, peu de chiffres officiels (aucun depuis 2003).

Débat suite aux interventions de Franck Fichier Riboulon, Yankel Fijalkow et Aziz Iraki :

Raffaele Cattedra demande (surtout à Aziz Iraki) Comment on vit la norme quand il y a décentralisation, et effacement de l'état ? Quid du rôle de l'autorité locale. Il ajoute que le pouvoir central n'a pas forcément le même sens au Nord et au Sud de la Méditerranée et que, donc, se pose inévitablement la question de catégorisation. Quid, notamment, de la question de répression, présente au Sud de la Méditerranée. Est-ce qu'elle est aussi présente au Nord ? Dans quelle mesure ? Par ailleurs, il y a eu longtemps des formes de mimétisme entre le Nord et le Sud dans la définition de la norme, notamment suite à la période coloniale. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Toujours à propos de l'intervention d'Aziz Iraki, **Gülçin Lelandais** évoque l'évolution du discours sur les bidonvilles. Considérés dans un premier temps comme nécessaires, voire positifs (car transitoires pour accueillir la population des campagnes), les bidonvilles sont souvent vus aujourd'hui sous angle de la criminalisation.

Ensuite **Bénédicte Florin** fait part à Franck Chignier Riboulon de son désaccord sur un certains nombre de points qu'il a évoqués. Elle revient en particulier la question de domination. Mobilisant les travaux d'Alain Faure, ou encore ceux de Pinçon et Charlot, elle affirme qu'on ne peut nier l'existence de classes sociales. Certes, il existe des catégories fluides et inégales, qui ne sont pas des classes (des travaux ont montré l'incapacité des cols roses (les petites bonnes) à se mobiliser, à constituer une classe sociale à part entière). Mais à contrario, il existe bel et bien une classe sociale très riche, structurée, liée aux politiques (y compris ceux à gauche) et qui est toujours dominante. Le débat n'est pas périmé et il faut continuer à réfléchir à ces "versus" dominants et dominés.

Franck-Chignier Riboulon répond à Bénédicte et plaide pour un élargissement de l'analyse, même si oui, il y a effectivement des dominés et des dominants (il renvoie aux travaux de Rosanvallon).

Gülçin Lelandais prend ensuite la parole et dit qu'à force de vouloir sortir de l'analyse binaire dominés/dominants, on risque de l'oublier totalement.

Yankel Fijalkow propose de mobiliser les concepts bourdieusiens de domination économique et symbolique. Il existe des groupes sociaux avec des capitaux économiques, symboliques, culturels qui sont légitimes ou non pour dire ce qui est la norme. Une fois qu'on a catégorisé, la seconde étape consiste à dire ce qui est et ou non « marges ». Mais c'est parfois complexe. Il cite un exemple : au Venezuela, un bidonville vertical a reçu un prix d'esthétique architecturale. Il y a une esthétisation du *slum* parfois. Est-ce qu'il conserve alors son statut de marge ?

Alexis Sierra réagit à son tour, toujours autour de cette question dominés vs dominants. Il dit que parfois, on emploie le terme « vulnérable » se rapportant aux catégories dominées. Or, il précise que la vulnérabilité implique nécessairement un risque. Si on parle de vulnérabilité, il convient donc de préciser de quel risque on parle. Ensuite, il affirme que le néo-libéralisme réactive des rapports de domination plus anciens. Et que l'état est aussi reproducteur de rapport de domination. Il convient de ne pas opposer état central et la décentralisation. À Lima : la décentralisation est portée par ceux qui remettent en cause l'état central actuel.

Madani Safar Zitoun précise qu'il convient de s'interroger sur le rôle de l'état mais aussi sur celui d'autres acteurs plus subtils à décrypter. Il précise que parce que le nombre de marginalisés est de plus en plus élevé, on a plus peur d'être délogés. Pour autant, l'illégalité n'est pas toujours synonyme d'incertitude.

Aziz Iraki affirme qu'il existe des degrés d'illégalités. Parfois l'incertitude est très forte (notamment dans le cas de la production du cannabis vers Chefchaouen, au Maroc). Et ça influe, bien entendu, sur la manière dont la marginalisation est vécue.

Enfin, **Yankel Fijalkow** rappelle qu'il ne faut pas nier les stratégies de laisser-faire que les habitants organisent.

Francesca Governa

Inégalités socio-spatiales : une question de justice ?

Dans sa communication, Francesca Governa s'interroge sur la possibilité d'aborder les problèmes d'inégalité et de diversité grâce à la théorie urbaine critique, qui s'inscrit dans la géographie critique. Quelles sont les possibilités, mais aussi les limites, de l'approche qui consiste à s'interroger, via la dimension spatiale, aux questions de la justice en tant que problèmes d'inégalité et de diversité ?

Elle pose la question de l'existence d'un tournant normatif de la théorie urbaine critique (*normative turn*) et interroge le rôle politique de la théorie et aussi la responsabilité éthique de la recherche (et des chercheurs).

Dans un exposé prospectif et parfois injonctif, elle évoque l'espace en tant que variable dépendante des processus socio-économiques, considérant que les politiques doivent agir sur l'économie et la société, entendus comme systèmes de relations et de règles sans référence à la dimension spatiale et considérant aussi que les politiques peuvent et « doivent » agir sur l'organisation spatiale, qui est la « variable clé » des processus socio-économiques.

Elle met en évidence le lien entre justice sociale et justice spatiale, citant Peter Marcuse, pour qui la justice spatiale est la projection sur l'espace des problèmes de justice sociale, et Ed Soja qui considère que la justice spatiale est un concept qui permet d'aborder d'une manière nouvelle les questions de justice.

Enfin, en guise de conclusion, elle s'interroge sur ce qu'est le droit à la ville (est-ce que l'on continue à utiliser la définition donnée par Lefebvre ?). Et qu'est-ce que c'est l'intérêt public ? Qu'est-il devenu ?

Mohamed Hanzaz

Mécanismes fondamentaux des mutations socio-spatiales dans le Grand Rabat

À travers l'exemple du Grand Rabat, Mohamed Hanzaz considère la marge exclusivement comme un espace périphérique. Il propose de définir cette marge et de comprendre de quelle manière elle se construit.

Il précise qu'au Maroc, la notion de marge est ancienne (Ibn Khaldoun l'évoque). Mais c'est notion encore floue (on ne peut pas tracer de limite entre la marge, la ville et l'espace rural). Autrement dit la dichotomie entre centre et périphérie n'est pas forcément tranchée. Par ailleurs, il n'y a pas d'étalement urbain de la marge mais une fragmentation urbaine de la marge.

Au Maroc, la marge, considérée comme périphérie, est définie par la loi (c'est la zone qui s'étend 15 km autour de la ville). La marge détermine donc une relation ville-campagne. Mohamed Hanzaz appelle la marge le troisième espace : entre l'urbain et le rural

Il refait ensuite la longue présentation de la ville de Rabat qu'il a déjà faite lors de la rencontre de mars 2013 (cf. le compte-rendu de cette rencontre <http://marges.hypotheses.org/33>). Il évoque la géographie des lieux, les statistiques, le découpage administratif, la planification (grands projets).

Il évoque aussi les logiques d'acteurs. Il parle de régularisation politique voire politico-électorale de la marge. Enfin, il se demande si la marge étudiée est une marge choisie ou une marge subie. Il pose la question et explique qu'il cherchera à y répondre grâce à de nouvelles investigations.

Maurizio Memoli, Matteo Puttilli.

Avec les yeux des marges. Une proposition méthodologique pour Sant'Elia, Cagliari.

Maurizio Memoli et Matteo Puttilli présentent la méthode qu'ils sont en train de mettre sur pied pour étudier la marge de Sant'Elia, à Cagliari. Leur communication s'articule autour de quatre points :

1. L'architecture de la recherche
2. Sant'Elia, espace marginal
3. Des questions suspendues
4. Comme « rentrer » dans la marge ? Une méthodologie visuelle

1. L'architecture de la recherche

Le groupe de recherche a déjà travaillé sur la reconstruction du processus de marginalisation socio-spatiale. À présent, il souhaite entreprendre un travail sur les discours, les pratiques et réactions à la marginalité. Pour ce faire, il envisage :

1. L'élaboration d'une représentation du quartier sur la base d'informations originelles (qualitatives et quantitatives) et de quelques pistes de recherche inexplorées sur

l'expérience de la marginalité (les choix politiques, les mots des marges, la dimension du travail)

- L'exploration du quartier de l'intérieur (analyses des auto-représentations des habitants, à travers une méthodologie visuelle)

1. Sant'Elia, espace marginal

Sant'Elia est un quartier "marginal", emblématique parce qu'il est séparé physiquement de la ville de Cagliari (par un stade, des routes, des casernes) et cette séparation préfigure une marginalisation sociale. C'est un espace sans parole, caché, dans lequel il y a beaucoup de pratiques informelles. Il y a une forte altérité par rapport au reste de la ville.

Les données statistiques, rapidement évoquées, confirment le caractère marginal de Sant'Elia, quartier qui, d'ailleurs, a été terrain « central » pour un bon nombre de chercheurs et d'observateurs venus « en troupeau » : sociologues, anthropologues, journalistes, photographes, artistes, hommes politiques, associations, urbanistes, architectes, etc., tous attirés par Sant'Elia son statut, sa condition de marge, de ghetto, etc. Au cours des dernières décennies, Sant'Elia a été visité comme aucun autre quartier de Cagliari par des chercheurs, doctorants, enquêteurs, intervieweurs, prêtres, bonnes sœurs, intellectuels, documentaristes, etc. qui ont interrogés le quartier et qui se sont interrogés sur ses spécificités, sa pauvreté, ses limites, ses potentialités. Il y a donc une centralité dans la marge puisque l'espace draine énormément de chercheurs, d'artistes, etc. Cela oblige les chercheurs à se (re)positionner.

1. Des questions suspendues

L'équipe a formulé deux hypothèses :

1. Les politiques n'ont pas su ou pu comprendre l'esprit du lieu et n'ont pas réussi à « rentrer » dans le quartier
2. Sant'Elia n'a pas besoin des politiques « spécifiques » ou « dédiées »

Maurizio Memoli et Matteo Puttilli se demandent de quelle manière il est possible de « rentrer » dans l'espace marginal de Sant'Elia ? Existe-il une perception et une conscience de la condition de marginalité chez les habitants du quartier, et si oui sur quels éléments se basent-elles ? Sont-elles homogènes et partagées par les résidents ? Quel rôle jouent les représentations stigmatisantes dans les comportements et les stratégies d'intégration / réactions des habitants ? Avec quelles conséquences sur l'usage de l'espace public et sur les pratiques sociales et urbaines ?

1. Comme « rentrer » dans la marge ? Une méthodologie visuelle

Pour répondre à ces questions, l'équipe a ensuite présenté les « prémices méthodologiques » auxquels elle a pensé. L'idée est de créer une relation nouvelle avec le quartier, d'abord en parcourant les dispositifs stigmatisant et de marginalisation qui s'opèrent surtout depuis l'extérieur du quartier (dans les discours, dans les mots, dans les politiques, dans les recherches,

etc.), ensuite, en essayant d'approcher le « sentiment de marginalité » que les habitants de Sant'Elia ont acquis, revendiquent, mythifient et dé-mythifient, haïssent, utilisent, etc. (ou pas).

L'idée est de donner la parole aux habitants, de provoquer un échange (une approche participative) pour stimuler et récolter une production originale, inédite et auto-représentative capable de donner des formes de narration (de récit) de l'espace et de la spatialité, grâce à des dispositifs du type smart-phones, portables, caméras, etc. Cela permettra notamment de voir comment les habitants « cadrent » leur quartier.

L'équipe présente ensuite son encrage théorique, considérant se situer entre le poststructuralisme et le déconstructivisme. À partir de la phase poststructuraliste que connaît la recherche en sciences sociales (avec une attention de plus en plus importante à l'observation plurielle des "points de vue" et des représentations), il leur semble nécessaire de capter et d'impliquer directement dans les recherches les sujets observés ou étudiés. Une littérature riche propose cette ligne méthodologique (notamment Clifford et Marcus, 1986). Certains travaux soulignent l'usage, en sciences sociales de la « subjectivité du regard » du chercheur et du participant pour donner des « détails et des interprétations normalement oubliés dans les *représentations techniques de la réalité* » (Bignante, 2011; Giaccaria, 2004).

Concrètement, l'idée de récolter de manière traditionnelle des données quantitatives et qualificatives et de provoquer un croisement d'"imaRges" (images depuis la marge) expressives et sensibles. Ces images, facilitant la relation entre chercheur et participant, donnent une perspective nouvelle et aboutiront peut être une compréhension majeure des réalités des deux cotés de la relation.

Débat suite aux interventions de Francesca Governa, Mohamed Hanzaz et Maurizio Memoli/ Matteo Puttilli :

Pierre Signoles pose une question à Maurizio Memoli et Matteo Puttilli : « j'ai bien compris toutes les précautions méthodologiques que vous prenez, maintenant, ma question est la suivante : quid de l'objectivation de la subjectivité ? On n'est jamais sûr que les gens soient totalement subjectifs. Il y a de l'autocensure, des non-dits voire une capacité de manipulation ? Qu'est-ce que vous allez pouvoir en tirer qui ne soit pas de l'ordre de la fantasmagorie ? Quelle est la validité scientifique de ce que vous allez tirer d'un processus de production que vous ne maîtrisez pas ? Vous maîtrisez sur le plan technique avec le protocole mis en place mais vous ne maîtrisez rien de ce que les producteurs font ou pas. La question n'est pas de produire des « Imarges » mais qu'est-ce que vous allez en tirer, qu'est-ce que vous pouvez en tirer ? ».

Mohamed Safar Zitoun : la situation d'enquête est une situation compliquée pour les sociologues, car nous sommes déjà des individus et notre personnalité, notre histoire influe sur notre travail. Et donc notre travail est en partie artificiel. Il me semble que l'exercice proposé par Maurizio Memoli et Matteo Puttilli pose problème car il n'est pas fait dans le cadre d'une opération de relogement (par exemple) qui impose que les habitants se définissent. Là, c'est abstrait, il n'y a pas de contingences, ce qui peut poser problème.

Maurizio Memoli répond à Pierre Signoles et Mohamed Safar Zitoun. Il rappelle que son équipe propose une remise en question de la position du chercheur par rapport au terrain, et a

des questions, pas de réponses. Les représentations sont-elles objectives ? Les statistiques sont-elles plus objectives que les Imarges ?

Pierre Signoles pose une question à Mohamed Hanzaz : « quelle différence faites-vous entre périphérie et marge ? ».

Toujours à propos de l'intervention de Mohamed Hanzaz, **Abdelkader Lakjaâ** explique qu'il ne comprend pas la notion de « troisième espace ». Il demande s'il ne serait pas plus pertinent de parler du rapport de la marge à l'urbain, sans construire des frontières entre marges, espace rural, espace urbain.

Aziz Iraki note que des marges dans l'urbain existent (ex. médina de Salé). En quoi la proximité géographique peut-elle être créatrice de marge ?

Rosa Tello pose la question suivante « on définit les inégalités par rapport à quelle norme ? » Elle rappelle qu'il faut partir de la norme, des standards, pour définir les marges.

Mohamed Hanzaz revient sur les notions de marge/périphérie et sur la terminologie arabe. Puis il note que dans la périphérie, nous avons des signes de pauvreté créés par le pouvoir. C'est un espace en mouvement qu'on ne peut pas limiter.

SESSION 2

LE POLITIQUE ET LA MARGE

Modérateurs : Aziz Iraki et Maurizio Memoli

Madani Safar Zitoun

L'invention institutionnelle de la notion de la marginalité dans le discours politique algérien. Du déni de la marge à la réhabilitation symbolique.

En préambule de son intervention, Madani Safar Zitoun précise que son intention n'est pas de reprendre les débats conceptuels savants qui font l'objet d'une littérature scientifique abondante. Son propos est de reprendre les termes de la problématique de la marginalité dans le contexte algérien, qui est fortement connotée politiquement, et d'analyser de quelle manière s'est opéré le renversement d'un certain nombre de paradigmes de l'intervention publique qui sont eux-mêmes à l'origine des changements dans la qualification de certaines réalités sociales qualifiées de marginales. Il s'interroge sur le poids de l'histoire. Il rappelle que la marginalité a longtemps été l'apanage des « indigènes » algériens et que les termes de marginalité/ marges/ exclusion sont entrés en contradiction avec le discours nationaliste et populiste rassembleur de démarginalisation politique qui a été à l'origine du mouvement national. Ce constat explique-t-il, au moins en partie, la manière dont les pouvoirs publics ont appréhendé (ou pas) les territoires marginalisés ?

Madani Safar Zitoun rappelle le contexte algérien. À l'époque coloniale, c'est la population algérienne qui a été renvoyée à la marge (avec la création d'un code de l'indigénat). Après la Seconde Guerre mondiale, l'indigénat a été aboli mais certaines discriminations ont perduré. Par exemple, un certain nombre d'éléments de protection sociale ont été mis en place avec un

privilège accordée aux personnes possédant la nationalité française. L'indépendance a inauguré un double processus de démarginalisation. En plus du changement de statut de la population algérienne, s'est opérée une translation des marges puisque les bidonvillois se sont installés dans les anciens quartiers musulmans et ceux des anciens quartiers musulmans se sont installés dans la ville "européenne". C'est très important en termes de représentation, c'est un épisode extrêmement puissant dans la mémoire collective. Ainsi l'indigénat et l'indigence disparaissent totalement après l'indépendance. Une politique socialisante est mise en œuvre. Et tous les Algériens sont désormais égaux en droits. Dans le discours officiel, la « marginalisation » a disparu totalement et n'est réapparue qu'en 1994. Même la pauvreté n'était pas reconnue par l'administration avant 1994. Autrement dit, entre 1962 -date de l'indépendance- et 1994, dans le système de gestion centralisée algérien, il n'y a pas de place pour la différence. Mais à quoi correspond cette date de 1994 ? En 1994, est établi le plan d'aménagement structurel qui fait suite à des événements politiques de premier plan (surtout la constitution de 1989 qui a mis en place nouveau un système politique plus ou moins démocratique ; et par ailleurs, en 1989, est réhabilitée la propriété privée). L'Algérie est intégrée dans l'économie de marché, la mondialisation. Et à partir de cette époque, les marges et la pauvreté sont réhabilitées en tant que concepts institutionnels. Le terme de pauvreté apparaît dans les documents officiels et à travers les dispositifs initiés et financés par la Banque mondiale. Il fallait donc mesurer la pauvreté, comptabiliser le nombre de pauvres (des outils méthodologiques, statistiques sont mis en place à cette époque). Les nouvelles formules d'habitat tiennent compte des nouvelles taxinomies. À partir de 1993, l'État invente de nouvelles formules d'accès aux logements : le logement social locatif, logements social participatif, la location pour classe moyenne, et les titulaires de revenus élevés qui peuvent accéder aux logements professionnels. Au même moment, la pauvreté devient une catégorie opératoire abondamment utilisée par l'état.

L'auto-marginalisation, l'auto-précarisation, etc. ne sont que les effets de la mise en place de certains dispositifs de classements publics.

En conclusion, Madani Safar Zitoun explique que la notion de marginalité puise dans le vocabulaire administratif beaucoup d'arguments. Elle ne se définit pas seulement dans le rapport qu'entretiennent les marginalisés avec les autres habitants. Elle est aussi éminemment liée à des représentations collectives qui peuvent être très enracinées dans le passé.

Alexis Sierra

Traitement des marges urbaines et gestion du risque

Dans le préambule de sa communication, Alexis Sierra explique comment il est « entré » dans les marges, lors d'une thèse consacrée à la gestion du risque et intitulée « Développement et territoire de l'incertitude : *Amphibolies* urbaines entre espaces-à-risque et marges à Lima, Pérou.

Il définit la marge en insistant sur sa relativité, morphologique et sociale. Et précise que si elle peut être un territoire (espace de relégation en tension par rapport à la « ville moderne), elle peut aussi être un réseau, un ensemble de lieux mis en relation les uns avec les autres).

Il fait quelques précisions sémantiques. Pour qualifier ses terrains d'investigation, il n'utilise par les termes quartiers informels/ informalidad car ces quartiers ont leurs logiques propres et

aussi parce que l'informalité existe aussi dans la ville "moderne". Il préfère opposer "quartiers neufs" et "quartiers marginaux", qui sont tous auto-construits. Ses terrains d'investigation sont des espaces à risque, le risque étant une représentation qui se définit par les enjeux. C'est une réalité abstraite (c'est ce qui n'a pas eu lieu mais peut avoir lieu) et qui produit une représentation sociale (il renvoie aux travaux de Chateauraynaud sur le risque). Alexis Sierra considère que les marges sont souvent des espaces en transition avec des statuts indéterminés et changeants. Aussi, s'est-il trouvé confronté à une limite pour définir les marges qui peuvent aussi être une ressource pour ses habitants. Il a alors pensé au terme Amphibolie (objet de nature équivoque, ambiguë). En linguistique : une phrase amphibole est une phrase qui peut avoir deux significations (contraire). Et ça correspond bien à la situation de crise/du risque (à Quito : séismes, volcan et à Lima : séismes, tsunami).

Il a procédé à des cartes de représentation du risque/ cartes mentales, en interrogeant des habitants et aussi la presse (pour savoir quels sont les quartiers qui sont sujet à risque selon les représentations des journalistes et des habitants). Il en a conclu que ces représentations ne correspondent pas forcément à la réalité (définies par les sismologues, volcanologues, selon les cas). Il évoque l'exemple de Quito, où des bornes ont été installées pour dire qu'au-delà il y a du danger, pas en-deçà –ce qui ne correspond pas au discours des scientifiques). Par ailleurs, il précise que les pouvoirs publics, les médias, responsabilisent les populations (qui déboisent, qui construisent) pour dire que c'est eux qui provoquent les aléas, alors même que les études scientifiques ont montré que ce n'est pas le cas. Un cabinet d'architecture a même proposé d'installer des lumières pour montrer la "frontière" entre les terrains dits à risque et le reste de la ville. À Lima, les versants (occupés par une population pauvre) sont incriminés et il est interdit d'y construire. Or selon les experts des sciences de la terre, il n'y a aucune preuve de ce risque. Le zonage urbain qui protège les versants n'est donc pas scientifiquement valable. En réalité, ce sont les quartiers les plus riches (souvent fermés) sont construits sur les sols les plus mous ; ce sont donc eux qui sont les plus exposés en cas de séismes. Autrement dit, le zonage du risque est inversé par rapport à la réalité du risque.

À contrario, sur le littoral, il y a des quartiers neufs qui s'élèvent de manière informelle. Sur les zones les plus dangereuses, les plus à risque.

Mais les marges sont vulnérables pour qui ? La vulnérabilité est autant pour le reste de la ville qu'une vulnérabilité pour les habitants qui produisent des ressources (mais qui ne sont pas reconnus comme citoyens par le reste de la population).

Parfois, les marges sont situées là où on veut construire de grands équipements, et leurs définitions sont sous-tendues par des enjeux forts. Ce sont alors des espaces de tension.

Il distingue, à Lima trois types de marges :

- marges périphériques
- péricentrales
- interstitielles sources d'incertitude

Les marges sont toujours périphériques à quelque chose (c'est pour ça qu'il évoque le terme péricentral).

Raffaele Cattedra

Les mots de la marge. Désignation et catégorisation du quartier de Sant'Elia à travers l'analyse de la presse.

Raffaele Cattedra cherche à comprendre de quelle manière la presse appréhende et traite le quartier de Sant'Elia. Comment la marge est représentée ? Catégorisée ? C'est un travail en cours, dont il pose ici les bases.

La presse est un corpus intéressant parce qu'il peut être considéré comme un registre de locutions qui a l'avantage de porter diverses catégories de discours (celui des hommes politiques, des urbanistes, des responsables d'école, etc.). Raffaele Cattedra apporte un bémol : ce discours porte très rarement la parole locale, celle des habitants). Il participe à la création d'un imaginaire collectif.

La démarche envisagée s'inspire très fortement du programme *Les mots de la ville*. Les mots saisis et contextualisés et suivis dans la longue durée peuvent être des filtres pour comprendre des phénomènes, qu'ils contribuent eux mêmes à instituer. La théorie de la complexité en géographie a également influencé cette recherche. La dénomination participe au contrôle symbolique de l'espace, et est fondatrice du territoire lui-même.

Le corpus choisi est issu de la presse locale *L'Unione Sarde* et la *Nuova sardaigna*. Avec deux étudiants, Raffaele Cattedra a analysé la presse des années 1970, 2008, 2009 et 2013 et aussi compilé quelques articles publiés à d'autres dates. Il précise qu'en 1970, Paul VI s'est rendu dans le quartier et c'est un moment fondateur. Le pape s'est pris des jets de pierres dans le quartier. On a dit que c'était le fait d'anarchistes venus de l'extérieur. Mais quoi qu'il en soit ça a fortement contribué à la stigmatisation le quartier.

Dans le cas de Sant'Elia, le mot marge n'apparaît pas. Mais parfois il est question de marginalisation, de marginalité.

Raffaele Cattedra se demande de quelle manière cette marge peut être « divisée ». Il y a des espaces plus stigmatisés que d'autres.

Il y a eu la mise en place de politiques urbaines au niveau national et au niveau local. Des politiques post-fordistes qui sont en porte à faux avec le vocabulaire utilisé.

Raffaele Cattedra propose une évolution diachronique des mots de Sant'Elia :

- Paradigme politique de la prémodernité de l'après guerre.
- Émergence de la crise 1970 : dépréciation du quartier (mots utilisés : pègre, violence).
- Années 2000 : on parle d'intégration (« améliorer qualité », « potentialité inexprimée », « reconstruction », « relancer », « refaire », etc.)

Le vocabulaire de la réhabilitation du quartier apparaît en 2006-2008, lorsque le quartier fait l'objet d'un grand projet (non réalisé). Ce vocabulaire de la réhabilitation peut être scindé en trois éléments :

- normalisation. Le discours normatif est un discours qui se focalise sur le futur : Sant'Elia va se normaliser.
- transformation de l'existant. On qualifie Sant'Elia de " Cendrillon de la ville", une "erreur socio-urbanistique", mais dans le même temps on évoque l'idée de transformer le ghetto.
- qualification exceptionnelle. La « qualité exceptionnelle » est évoquée avec le projet proposé par Zaha Hadid). Pour autant tous les politiques n'ont pas adhéré au projet. Et on comprend, en étudiant la presse, que les points de vue des divers politiques peuvent changer dans le temps.

Raffaele Cattedra, en conclusion, évoque un autre corpus auquel il aimerait s'intéresser : celui de la cartographie officielle. Dans cette cartographie, le quartier n'est pas avec la ville. Le quartier est cartographié avec la mer ! Cela traduit un impensé qu'il est intéressant de souligner. Une grande partie de Sant'Elia a été gérée, avant, par les militaires et peut-être que cartographe le traite encore comme un domaine militaire, ce qu'il n'est plus.

Charlotte Jelidi

Marginalisation, disqualification et patrimonialisation des médinas tunisiennes aux XIX^e et XX^e siècles.

Charlotte Jelidi consacre son intervention aux processus de marginalisation puis ceux de patrimonialisation qu'ont connus les centres urbains anciens tunisiens (les médinas) à l'époque contemporaine, des processus qui se succèdent, mais pas toujours.

Elle rappelle en préambule, pour ceux qui ne connaissent pas la Tunisie, que les villes tunisiennes se sont développées hors des enceintes fortifiées à partir de la fin du XIX^e siècle. Ce développement hors les murs a relégué assez rapidement les médinas aux rangs de quartiers. Dans chaque agglomération, cet espace qui auparavant était la ville n'en constitue progressivement plus qu'une portion et est mise en concurrence avec les quartiers neufs qui s'élèvent en dehors de l'enceinte. La mise sous tutelle française du pays a accéléré le processus et a ouvert des débats sur la question de l'enclavement des médinas, sur leur adéquation avec les (nouveaux) besoins des populations. À partir de ce moment, défenseurs de la destruction des médinas ou de leur total réaménagement et promoteur du patrimoine se sont opposés âprement, et cela jusqu'au classement des centres urbains anciens sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité (en 1979 pour Tunis). Il y a une constante tension entre ceux qui marginalisent la médina en la disqualifiant et ceux qui la considèrent comme ayant une valeur positive et qui souhaitent la patrimonialiser à ce titre.

Charlotte Jelidi aborde de manière diachronique l'évolution des discours (officiels et non officiels) portés sur la médina de Tunis au cours de la période contemporaine. Évolution du discours mais aussi évolution des projets pensés pour la médina, projet urbains et patrimoniaux. Elle parle ici essentiellement de disqualification symbolique et de marginalisation urbaine.

Sa communication s'articule autour de quatre temps :

- 1881-1914 : mise sous tutelle de la Tunisie et disqualification des médinas tunisiennes
- 1915-1956 : prise en compte du patrimoine urbain dit arabe et la première patrimonialisation
- 1956-1967 : indépendance et grands projets urbains bourguibiens
- 1967-1979 : naissance de l'Association de Sauvegarde de la Médina et inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO

1. 1881-1914 : Mise sous tutelle de la Tunisie et disqualification des médinas tunisiennes

Avant même le début de la période coloniale, la médina de Tunis apparaît délabrée aux yeux des Européens (cf. diverses descriptions, Alexandre Dumas par ex.). Aucune valeur positive n'est attribuée à la médina. L'instauration du Protectorat en 1881 ne fait qu'accentuer le phénomène. Et à mesure qu'une nouvelle ville se construit, selon des normes techniques et de salubrité européennes, à côté de la ville ancienne, celle-ci voit son statut évoluer. Ville nouvelle et médina sont deux entités qui sont constamment mises en comparaison. Les descriptions de l'époque sont sans appel. Elle ne saurait rivaliser avec la ville neuve qui se développe à côté. La médina étant considérée comme une marge sociale, accueillant la misère de la ville. Il n'est que très rarement question des palais de la ville, et de la bourgeoisie locale qui y habite encore. La médina discréditée ne fait pas l'objet d'attentions particulières. Les destructions de monuments sont nombreuses. Ce n'est qu'au début du XXe siècle qu'un changement s'opère et que la médina commence à être démarginalisée, en tout cas déstigmatisée.

2. 1915-1956 : Prise en compte du patrimoine urbain dit arabe et première patrimonialisation

Une vingtaine d'années après la signature du protectorat, des qualités soient reconnues aux médinas tunisiennes, d'abord par la société civile, puis par les pouvoirs publics. En 1912, sont classées les premières mosquées et débute une déstigmatisation symbolique. Une valeur patrimoniale est progressivement accordée aux médinas tunisiennes et à partir de 1915, ce ne sont plus seulement des monuments qui sont classés, mais des ensembles urbains (souks de Tunis classés en 1920).

Pour autant, les plans d'aménagement dressés dans les années 1920-1930, remettent tous plus ou moins en cause la patrimonialisation des souks de Tunis. Par ex., en 1935, les ingénieurs Chevaux et Eloy dressent un plan et envisagent de véritables brèches dans la ville ancienne qu'ils considèrent inadaptée au développement de la voiture. Ils estiment que la médina doit être désenclavée. Ce plan, même s'il n'est pas réalisé, témoigne d'une tension entre les défenseurs du patrimoine et les aménageurs, tous souhaitant à leur manière démarginaliser le quartier, les uns en rehaussant en protégeant son patrimoine et rehaussant son image, les autres en l'aménageant. Cette tension, voire ce conflit, perdure tout au long du premier XXe siècle.

Puis la promulgation de l'indépendance de la Tunisie et la prise du pouvoir par Bourguiba augurent une nouvelle ère de marginalisation symbolique (mais aussi sociale) de la médina.

3. 1956-1967 : Indépendance et grands projets urbains bourguibiens

Dès que l'Indépendance est proclamée, le percement de la médina de Tunis est discuté (ou rediscuté). Le nouveau Président considère en effet que la ville ancienne n'est pas représentative de la Tunisie moderne qu'il prétend construire. Il faut préciser que la médina ne cesse de se paupériser ; elle est touchée par un phénomène d'oukalisation.

Paradoxalement, le gouvernement Bourguiba fait usage de concepts construits par le pouvoir colonial – notamment celui de la décadence de la société précoloniale –, tout en entreprenant des projets déjà envisagés sous le protectorat, notamment celui de la percée du tissu médinal.

Charlotte Jelidi évoque le projet de percées d'Olivier Clément Cacoub qui n'est finalement n'est réalisé que partiellement, et épargne le cœur du centre historique, puis montre que ce qu'Habib Bourguiba et son architecte ne parviennent pas à réaliser intégralement à Tunis, ils le font dans sa ville natale du Combattant Suprême : Monastir.

Pour Bourguiba et son architecte, médinas et Tunisie moderne ne sont pas conciliables sans un certain nombre de transformations urbaines. Il s'agit non seulement d'adapter les villes anciennes aux nouveaux usages de la société aussi de les rendre compatibles avec une certaine vision du pays. Elles sont des marges, sociales et symboliques, et leur démarginalisation ne passe pas par une déstigmatisation, mais tout simplement par un réaménagement profond, même s'il implique des destructions importantes. Toutefois, à Tunis, le projet bourguibien n'a pas eu les effets escomptés puisque les percées ont été réalisées que partiellement ; une association de sauvegarde de la médina ayant vu le jour pour le contester.

4. 1967-1979 : Naissance de l'Association de Sauvegarde de la Médina et inscriptions sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO

L'association de sauvegarde de la médina de Tunis a été créée en juin 1967, sous l'impulsion du maire Hassib Ben Ammar ; sa création fait directement suite au débat sur les percées.

Soutenue par des instances internationales, l'équipe de l'ASM a réalisé des opérations de rénovation. Elle a construit un ensemble d'une centaine de logement en essayant de respecter les principes d'organisation morphologique et typologique du centre ancien, aménagement médinal qui a reçu le prestigieux prix Agha Khan de l'architecture islamique à deux reprises. Ces prix, puis le classement de la médina sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO a mis fin à la disqualification de la médina née au lendemain de l'Indépendance. L'image de la médina avait évolué, sur le plan international, comme sur le plan national.

Charlotte Jelidi précise que, lorsqu'en 1978, l'architecte du président : Olivier Clément Cacoub propose une dernière fois de percer la médina (toujours à la demande d'Habib Bourguiba), ce n'est plus pour détruire une vieille ville arriérée. Au contraire, il base son argumentation sur la nécessité de mettre en valeur la mosquée de la Zitouna, en traçant une large percée pour dégager la vue devant elle. Le projet n'aboutit pas. Mais il montre bien la déstigmatisation dont a fait l'objet de la médina dans ces années-là.

En conclusion, Charlotte Jelidi explique que la médina, ville, puis centre urbain, a été stigmatisée dès le XIX^e siècle, et la stigmatisation s'est développée d'autant plus vite que la colonisation en avait besoin pour conduire son entreprise de justification politique. Combattue par les défenseurs du patrimoine, cette stigmatisation a été donc réactivée dans le cadre de l'indépendance, pour d'autres raisons, toujours éminemment politiques.

En somme, la patrimonialisation de la ville ancienne, qui est un processus de démarginalisation, en ce sens qu'elle confère au lieu un certain nombre de valeurs qui lui étaient jusque-là refusées, est un processus long, non linéaire, faits d'avancées et de rétropédalages. Charlotte Jelidi conclut son intervention en précisant qu'elle espère pouvoir s'intéresser, prochainement, à la manière dont la population a, elle, considéré son espace de vie.

Hicham Mouloudi

Le projet d'aménagement de la Vallée du Bou Regreg aux yeux des acteurs locaux entre des discours d'autosatisfaction et de pure légitimation

Hicham Mouloudi propose d'évoquer le projet royal d'aménagement du Bou Regreg, un projet qui s'inscrit dans un ensemble plus vaste de chantiers au niveau national et dont l'enjeu majeur est de repositionner Rabat, capitale, dans le réseau des villes internationales. Sa communication s'organise en deux points. D'abord, il présente les enjeux du projet, des enjeux parfois contradictoires et difficilement conciliables. Dans un second temps, il présente la diversité des discours qui naissent de ce projet, et qui évoluent selon les catégories sociales qui les formulent.

1. Des enjeux difficilement conciliables

Hicham Mouloudi montre que, en ce qui concerne le maître d'ouvrage, les enjeux sont multiples. Pour mener à bien ce projet, sur le plan institutionnel a été mis en place un système d'acteurs sur mesure. Des ressources financières d'origine diverse ont été mobilisées et des facilités inédites ont été prises en matière d'acquisition foncière. Par ailleurs, ce projet implique la restructuration complète de l'organisation urbaine de l'agglomération de Rabat-Salé.

Du point de vue des riverains, les enjeux sont économiques. Mais aussi sociaux. Un certain nombre d'habitants ont vu leurs biens (constructions ou lots) et leur stabilité familiale menacés par l'expropriation. Et des artisans, agriculteurs et marins-pêcheurs ont vu leur source de revenus menacée par le projet.

En ce qui concerne les élus locaux, les enjeux sont différents. Il s'agit pour eux de préparer les élections communales prévues après 7 mois et pour ce faire de jouer le rôle de porte-parole des habitants, en rivalisant avec la mobilisation associative qui s'organise.

Parce que les enjeux autour de ce projet sont variés, les tensions le sont aussi. Les discours qui se nouent autour de l'aménagement le montrent.

2. Une diversité de discours selon les catégories sociales

Le maître d'ouvrage développe un discours maîtrisé et fort ambitieux, autour de la projection d'une nouvelle centralité de l'agglomération de Rabat-Salé, de la reconstitution de la conciliation entre l'authenticité et la modernité, et aussi autour de la reconstitution de la « maritimité » de l'agglomération de Rabat-Salé.

Il évoque ensuite le « discours réglementaire », qui produit un texte « intelligent », c'est-à-dire prévoyant une extrême souplesse pour une plus grande efficacité (avec des dérogations, etc.).

Hicham Mouloudi analyse ensuite les discours des acteurs locaux : associations d'habitants, celle des marins-pêcheurs. Certaines de ces associations entretiennent des liens forts avec le palais et se font la « voix de leur maître », via un discours très argumenté. D'autres (celle des marins pêcheurs en particulier) produisent un discours plus prudent, et montre une intention de négocier plus limitée. Ce qui semble inédit c'est l'émergence d'un discours acerbe de certains avocats. Certains remettent en question la légitimité de la mesure d'expropriation, de la constitutionalité de la loi n°16-04 et des prérogatives dévolues à l'Agence du Bou Regreg. Puis cette « expertise juridique » est reprise par l'Instance nationale de protection des biens publics (INPBPM) via une campagne de sensibilisation de l'opinion publique, un comité de coordination pour contester les montants des dédommagements proposés en contrepartie des expropriations de terrains dans la Wilaya de Rabat-Salé-Zemmour-Zaër.

Ainsi, dans le cadre de l'aménagement du Bou Regreg, un discours d'autosatisfaction (celui du maître d'ouvrage) est-il confronté à la complexité de la situation sur le terrain. Un discours de pure légitimation de mieux en mieux argumenté est confronté à une expertise juridique, mais aussi à des revendications socio-économiques et surtout politiques.

Saliha Ouadah

Habitat précaire en Algérie et catégories statistiques

Dans sa contribution, Saliha Ouadah propose de qualifier l'habitat précaire en Algérie, en dressant un bilan des conceptualisations proposées par l'État. Elle pose dans un premier temps la problématique de l'habitat précaire en Algérie ; évoque ensuite les différentes définitions proposées ; puis elle montre comment la statistique a été utilisée par les pouvoirs publics pour définir l'habitat précaire et enfin elle analyse les politiques de résorption qui ont été mises en œuvre.

1. Problématique de l'habitat précaire

À l'instar de nombreux pays en voie de développement, l'Algérie connaît une croissance urbaine rapide et des mutations socio-économiques et culturelles profondes. Suite, notamment, à l'industrialisation du pays, les pouvoirs publics ont dû faire face à une demande de logements de plus en plus pressante. Il fallait aussi répondre à des situations d'urgence : effondrements des maisons de l'ancienne Casbah d'Alger ou de la « vieille ville de Constantine ». La crise s'est aggravée dans les années 1980, notamment suite à l'effondrement des recettes pétrolières en 1986 ; puis dans les années 1990, avec les mouvements d'exode provoqués par le terrorisme islamiste. La pression sur le logement persiste de nos jours. La conséquence est qu'il existe aujourd'hui de larges secteurs d'habitat précaire. Mais comment qualifier ces zones ? Et comment reconnaître la précarité ?

2. Définition et dénomination de l'habitat précaire en Algérie à travers les discours publics.

L'habitat précaire dans le tiers-monde prend plusieurs formes : bidonvilles, habitat illicite, clandestin, médinas, etc. Les facteurs explicatifs de formation et de développement de ces formes d'habitat sont multiples et interdépendants. Certains sont liés à l'environnement socio-économique et s'appliquent à l'ensemble des formes d'habitat précaire, d'autres sont spécifiques au contexte urbain et, enfin, d'autres sont propres à chaque forme d'expression de l'habitat précaire.

Après avoir évoqué les différentes formes d'habitat précaire, Saliha Ouadah revient au cas algérien. Elle explique que de façon générale, la terminologie employée par les autorités reflète et renforce la stigmatisation de ces zones, les désignant comme intrinsèquement porteuses d'une pathologie sociale définitive. Pourtant si l'on s'en tient à la définition du dictionnaire, l'appellation de bidonvilles, taudis, recouvre une réalité très circonscrite géographiquement, mais aussi dans la typologie de l'habitat.

Le Ministère de l'habitat en Algérie utilise l'expression « habitat précaire » pour désigner d'une part les bidonvilles qu'ils soient constitués de baraques très précaires (matériaux de récupération hétéroclites, tôles) ou de baraques évoluées (de type chantier de travaux), d'autre part, les quartiers sous équipés en infrastructure de base (assainissement, eau potable, etc.), qu'ils soient illicites ou non, mais dont les constructions (en dur) sont édifiées selon les normes techniques en vigueur et souvent de manière progressive (évolutive). Par ailleurs, la précarité prend une forme spécifique dans les centres urbains des vallées présahariennes : Kasbas et Ksours, dont la dégradation physique, sous l'effet de multiples facteurs, risque de faire disparaître à jamais ce patrimoine architectural et urbanistique de grande valeur.

3. Statistiques

Saliha Ouadah explique ensuite qu'après l'indépendance, le parc de logement est principalement constitué de maisons individuelles ou traditionnelles (81,9 %). À cette époque, l'habitat précaire est estimé de 10,3 % du parc de logements. Puis, de nouveaux immeubles ont été construits en vue d'améliorer la situation de vie des ménages, ce qui a permis une diminution de l'habitat précaire, qui est passé de 10,3 % en 1966 à 4,07 % en 2008. Les conditions de confort se sont nettement améliorées entre 1966 et 2008.

4. Résorption de l'habitat précaire

Le Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme, évoque le chiffre de 234.154 logements précaires. S'agissant de bidonvilles à l'état pur, on compterait 92.000 unités.

Dans la seule wilaya d'Alger, 24 300 baraques auraient été construites entre 1998 et 2008, faisant passer la proportion de l'habitat précaire par rapport à l'ensemble du parc immobilier de 5,9 % en 1998 à 9,1 % en 2008. Alors que dans le passé le Gouvernement avait entrepris des programmes de réhabilitation de l'habitat précaire, depuis 2005, il s'est engagé dans une politique d'éradication totale des bidonvilles à l'horizon 2014.

En effet, l'Algérie a mis en place un plan pour l'éradication progressive de ce type d'habitat (2010-2014). Le programme consiste à reloger les familles habitant dans des bidonvilles dans

des logements publics locatif neufs. Toutefois, les habitants des bidonvilles doivent souvent patienter dans des conditions extrêmement difficiles pendant plusieurs années, voire des décennies. Rappelant les différents programmes nationaux visant l'élargissement du tissu urbain à travers le territoire national, le Ministère de l'Habitat a annoncé la construction de 380.000.

Madani Mohamed

Dynamique de métropolisation et polarisation socio-spatiale. Le cas de l'agglomération oranaise

Dans sa contribution Mohamed Madani vise à articuler les dynamiques de métropolisation telles qu'elles se développent dans les pays du sud et les situations de marginalisation socio-urbaines. Il formule l'hypothèse que la métropolisation entraîne dans son sillage l'accroissement des inégalités et la multiplication des sources de marginalisation. Deux processus majeurs semblent orienter cette évolution : l'intensification de la compétition entre des populations de plus en plus nombreuses (avec une tendance à laisser à la marge les moins compétitives) et l'attractivité de la métropole au-delà de son aire naturelle (qui attire des populations de plus en plus lointaines).

Après avoir rappelé des éléments de définition de la métropole (en renvoyant aux travaux de Robert Escallier, etc.), il évoque le cas oranais. Marc Cote, en 1998, relève qu'Oran est une métropole, la seule en Algérie avec Alger. D'autres chercheurs, au contraire, mettent en avant un certain nombre de limites qui rendent problématique la revendication d'un tel statut. Il s'inscrit dans cette lignée en évoquant « Oran, une métropole en construction ». Cette qualification entre aussi dans discours politique. Il y a un projet de modernisation de la capitale économique.

Mais au-delà des discours de célébration, la métropolisation nécessite d'être appréhendée à travers un angle différent : le processus interne de structuration spatiale et sociale de la métropole qui connaît une profonde dynamique de reconfiguration territoriale où les marges occupent une place de plus en plus importante.

Les quartiers précaires sont considérés par les officiels comme une atteinte à l'image de la ville, comme synonyme de trafic, d'insécurité, etc., bref, de manière négative. Ils seraient signes de maux sociaux, de désordre voire de menace. Et ces mêmes officiels disent qu'il faut éradiquer le désordre. Au contraire, la population de ces quartiers « trouvent un certain nombre d'avantages à y vivre » : se loger à moindre prix ou gratuitement, travailler dans des activités informelles, être intégrer dans une vie communautaire de quartiers, etc. Pour autant, en conclusion, Mohamed Madani affirme que ces quartiers sont un terreau propice à l'explosion de la violence et à l'expression de frustrations plurielles. Les habitants des marges se mobilisent. Ils intériorisent la culture de l'émeute et l'instrumentalisent pour réaliser les conquêtes nécessaires à un mieux-vivre.

Débat suite aux interventions de Charlotte Jelidi, Hicham Mouloudi, Mohamed Madani, et Saliha Ouadah

Pierre Signoles évoquant l'intervention de Charlotte Jelidi demande si les réhabilitations de la médina de Tunis sont uniquement patrimoniales ? Le volet social n'a pas été abordé et il le regrette. Par ailleurs quid des faubourgs, des gourbivilles ? À l'époque de l'Indépendance, les autorités évoquent la notion de modernité, au nom de l'esthétique de la ville. Et il y a stigmatisation de certains quartiers pour illustrer la soi-disant nécessaire modernité.

Charlotte Jelidi répond qu'elle a le même regret que Pierre Signoles. Faute de temps elle n'a pas évoqué ce point mais qu'effectivement, parfois la dimension sociale l'emporte sur la dimension patrimoniale de la marge. Quand Zehrfuss dit qu'il ne faut pas percer la médina de Tunis, ses arguments ne sont pas patrimoniaux. Il faut sauvegarder, en partie, la ville ancienne, prioritairement pour sauvegarder le lien social.

Alexis Sierra se demande si finalement les marges ne sont pas le fruit d'une déviance de l'urbanité ? Il y a en effet un important discours sur l'inadaptation des populations issues de l'exode rural. Quel est le poids de ce type de discours sur la marginalisation ?

SESSION 3

LES POLITIQUES ET STRATÉGIES D'INTÉGRATION DES HABITANTS

Modérateurs : Bénédicte Florin et Gülçin Erdi Lelandais

Rosa Tello, Nuria Benach

Quels centres pour quelle marge ? Création de centralité alternative à valeur d'usage versus centralité d'échanges.

Rosa Tello et Nuria Benach posent deux questions : qu'est-ce qui fait marge ? Et quelles sont les alternatives à la marge ?

Rosa Tello et Nuria Benach précisent qu'avant de parler de marge, il convient de parler de centre, qu'elles qualifient de notion hégémonique. Le centre est identifié généralement comme un élément morphologique fixe et statique dans l'espace. Lieu d'accumulation du capital (les autres espaces sont résiduels), il est considéré comme porteur de l'essence des qualités positives de l'urbain (création de richesse, créativité, valeurs symbolique). Il est le seul point qui représente la ville.

Rosa Tello et Nuria Benach partent du principe que la production de centralité, qui peut être appréhendée à diverses échelles (régionale, locale), est un processus continu dans la mesure où l'on produit toujours de nouveaux centres, les centres produisent à leur tour de nouvelles marges.

Rosa Tello et Nuria Benach affirment que les marges sont des espaces néo-coloniaux, dépossédés, invisibles, stigmatisés et aussi réprimés (si nécessaire). Ce sont des espaces résiduels sur le plan symbolique. Ce sont aussi des espaces de concentration de population, de

relations sociales. Mais on les pense toujours en négatifs. Ce sont des espaces "négativisés". Physiquement, ce ne sont pas toujours des espaces résiduels, ils sont pourtant traités comme tels.

Rosa Tello et Nuria Benach présentent ensuite la typologie des marges sur lesquelles elles travaillent. Elles distinguent :

- la marge des centres historiques caractérisée par un processus de régénération urbaine, de gentrification, de développement du tourisme. Souvent, dans ce type de marges, il y a une pression extrême qui s'exerce sur les résidents.
- la marge des grands projets (exemple : la marina). Ce type de marges génère des contrastes extrêmes qui peuvent se réduire à mesure que la marge est mise en valeur.
- la marge de la ville (changement d'échelle)

Rosa Tello et Nuria Benach évoquent ensuite l'avenir possible des marges et affirment que :

- les marges peuvent devenir de nouveaux centres, résultant d'épisodes de rénovation urbaine accompagnés de violence urbanistique sur les résidents et de la destruction d'espaces de sociabilité.
- les marges peuvent rester des espaces « de réserve », fortement stigmatisés ou « rendus invisibles » pour justifier une intervention future.

Sont ensuite évoqués les acteurs des marges. Elles distinguent :

- les pouvoirs publics qui peuvent mettre en place deux types de politiques : les politiques socio-démocrates qui font face aux inégalités socio-spatiales et les politiques néolibérales caractérisées par la négation des ressources aux politiques sociales (fin du *Welfare State*)
- les populations. Elles peuvent développer des résistances sociales face aux politiques néolibérales : actions dans l'espace urbain pour résister aux dynamiques globales, mouvements urbains pour dire "qu'un autre monde est possible". Elles demandent si les résistances ne sont pas des petites expériences de "contre-néolibéralisme". Par ailleurs, les populations peuvent également s'approprier de l'espace pour l'interaction sociale, pour les activités alternatives (jardins collectifs). Parfois, les plus précaires peuvent aussi occuper l'espace, en construisant des baraques).

En conclusion, Nuria Benach et Rosa Tello se demandent si ça a encore du sens de parler "du droit à la ville". Cette notion a été banalisée, elle a perdu son contenu politique. Ça n'a plus tellement de sens aussi parce que la ville est une notion qui elle-même est de plus en plus difficile à appréhender. N'est-il pas plus pertinent de parler du droit à la centralité ?

Mohamed Idrissi Janati

La marge connectée au "village planétaire". Le cas de Saharij Gnaoua à Fès

La contribution de Mohamed Idrissi Janati a vocation à mettre en évidence certaines dynamiques en œuvre dans les espaces dits « marginaux » de la ville marocaine d'aujourd'hui, par le biais d'une réflexion portant sur les dimensions que recouvrent la fréquentation des cyber-clubs et l'usage d'internet, à partir du cas de Saharij Gnaoua, une marge emblématique de Fès. La révolution des nouvelles technologies a fait entrer les marges dans l'ère de la culture du temps virtuelle. Ce postulat s'appuie sur un parti pris théorique selon lequel internet a

bouleversé le rapport au temps et à l'espace. La fréquentation des cybercafés et l'usage d'internet donnent lieu à un processus de « gocalisation » (Swyngedouw Erik, 2000) que traduit l'expression de « village planétaire » (Marshall McLuhan et Quentin Fiore, 1970). Cette expression signifie que de la plus petite échelle spatiale (le cyber) à la plus grande (la planète), il n'y a pas de niveaux intermédiaires. Mais concrètement, qu'est-ce que ça induit dans les marges ?

Saharij Gnaoua à Fès possède une marginalité plurielle. C'est une marge spatiale (puisque le quartier est situé au-delà du cimetière). Après les émeutes de 1990, les autorités ont érigé un mur avec une porte pour séparer encore un peu plus ce quartier du reste de la ville, le mettant totalement à distance. C'est également une marge sociale. Enfin, le quartier est caractérisé également par une marginalité symbolique (liée au voisinage des morts et des vivants). Il en résulte que les habitants ont un fort sentiment d'isolement et de non appartenance à la ville. Et ils ont également le sentiment d'être stigmatisés par le reste de la population.

Pour autant, c'est un quartier qui possède des équipements et qui est raccordé au reste du monde par le téléphone et internet. Et les jeunes pratiquent les cybercafés pour sortir de la marge et de la marginalité. Le Maroc est connecté depuis 1995, mais internet n'est arrivé dans les marges qu'au milieu des années 2000 (auparavant le quartier en était dépourvu). Il s'est développé considérablement ces dernières années, et son essor est fortement lié au « Printemps arabe ». À présent, si la population reste isolée dans les limites physiques du quartier, elle connaît, en parallèle, une très forte mobilité virtuelle. Et le cyber café est devenu un lieu de centralité. Ça donne un nouveau centre au territoire de la marge.

Dans le système de représentation des jeunes, les cybercafés sont synonymes de dépassement de plusieurs frontières dans la mesure où ce sont des espaces mixtes (ce sont les uniques espaces de liberté hors de l'école), rattachés à une nouvelle urbanité. Par ailleurs, ils donnent accès aux sources de savoir et de la connaissance et ils participent à la construction d'une identité nouvelle, cosmopolite. Mohamed Idrissi Janati évoque une anecdote pour souligner cet aspect : à la question : « où habites-tu ? », une jeune fille de 16 ans résidant à Sahrij Gnaoua répond : « Facebook ».

Mohamed Idrissi Janati montre ensuite le rôle des réseaux virtuels dans le militantisme et explique qu'ils servent une résistance territorialisée. D'ailleurs, dans le quartier il s'est ouvert un "Cyber club du peuple".

En conclusion, Mohamed Idrissi Janati explique que le travail exploratoire de terrain qu'il a présenté ne permet pas de généraliser les situations observées mais qu'il présente des indicateurs qui donnent un peu de visibilité aux dynamiques en œuvre dans une marge emblématique de Fès. Il considère que l'usage d'internet est signe d'une « mondialisation par le bas » (Tarrus, 2002). L'usage d'internet redéfinit le sens, la fonction et la dynamique du lieu et pose en termes nouveaux la question de la mobilité, de la spatialisation des frontières.

Wafae Belarbi

Aspect symbolique de la mobilisation : un registre explicatif des processus d'intégration des marges urbaines

La contribution de Wafae Belarbi se focalise sur l'aspect symbolique de l'action collective en tant qu'un des registres explicatifs des processus d'intégration des habitants dans les marges urbaines. Elle questionne les significations politiques et sociales de la mobilisation dans les marges urbaines (discours, imageries de la mobilisation et de son territoire d'action), puis la récupération de ces significations par les acteurs institutionnels de l'urbain et les attributs qu'on donne aux territoires concernés. Elle interroge ensuite l'impact de ces significations sur les modes de régulations territoriales qui vont suivre la mobilisation.

Wafae Belarbi évoque son terrain d'observations, Lahraouiyine, situé dans la périphérie sud de Casablanca. Il s'agit d'une zone d'habitat non réglementaire, la plus pauvre de la région casablancaise (selon les statistiques officielles). Son implantation est récente (1996). Le quartier en question, surnommé la Tchétchénie, est un territoire très fragmenté. Il s'agit en fait de plusieurs micro-territoires structurés autour de plusieurs enjeux (accès au sol, accès aux équipements, accès à la reconnaissance administrative, etc.). Ces micro-territoires ont subi un grand nombre de recompositions (notamment territoriales). Et, par ailleurs, leurs habitants doivent composer avec un système politique local fragilisé, par l'absence de figure locale influente, mais aussi par le biais de son statut administratif complexe.

Après avoir présenté son terrain, Wafae Belarbi dresse une typologie des mobilisations, qui tient compte de plusieurs paramètres, dont les plus importants sont :

- les visées de la mobilisation (accès aux équipements de masse mais aussi accès à la reconnaissance administrative –après 1996 l'état a refusé de donner les cartes nationales d'identité aux habitants) ;
- le système politico-administratif. En général, dans les quartiers non réglementaires, il y a deux grandes figures d'élite politiques locales qui structurent politiquement ces quartiers : le propriétaire terrien (qui est parfois élu), et le petit fonctionnaire qui milite dans l'associatif. Dans le cas étudié présentement, ces deux figures sont absentes. Laraouiyine est un territoire fragmentée sans élite ;
- leur degré de rationalité, d'organisation, leur taux d'encadrement et leurs capacités d'infiltration des canaux décisionnels centraux ;
- leurs imageries, leurs significations à travers le discours qu'ils diffusent, dans les médias, chez les acteurs institutionnels et chez les habitants eux-mêmes.

Wafae Belarbi distingue ensuite trois catégories d'actions collectives :

- des actions menées par des éléments émeutiers qui vont avoir un impact très symbolique, puisqu'elles permettent d'obtenir une régularisation au bout, après une confrontation avec l'armée. Wafae Belarbi insiste sur la difficulté qu'il y a à définir l'émeute et rappelle le débat théorique autour de cette notion mais note qu'il y a consensus autour du fait que c'est une action collective et violente. Dans le discours des habitants du quartier, dans celui des habitants de Casablanca, dans le discours de l'administration, Lahraouiyine est décrit comme le "terrain de l'anarchie" (*El faoudha* en arabe). Il est surnommé « la Tchétchénie ». Cette image émerge toujours en toile de fond dans les rapports habitants-état. Cela fait partie intégrante de l'argumentaire dans les prises de décisions.
- des sit-in (organisés pour la généralisation de l'électricité par exemple). Ils ont rarement de portées matérielles, mais ils ont une portée symbolique importante.

- autre micro-mobilisation : les requêtes collectives. Des pétitions au maire... jusqu'au roi (avec une stratégie de diffusion élargie), avec en toile de fonds des menaces d'émeutes.

Wafae Belarbi souligne le lien entre la terminologie usuelle (terrain d'anarchie) et les actions qui sont menées. Par exemple, pour brancher les habitants à l'électricité, il faut avoir un permis d'habiter, et un certificat de résidence (il y a un critère d'ancienneté de résidence). Les autorités locales reprochent aux habitants de les menacer de violences si elles refusent de donner les documents. Les autorités disent se sentir obligée de donner les papiers nécessaires aux habitants pour leur demande le branchement au réseau d'électricité. Et les pouvoirs publics contribuent à véhiculer un discours alarmiste sur population pour justifier les compromis qu'ils font. Il y a une pratique de la corruption mais les pouvoirs publics la justifient en disant que c'est pour éviter l'anarchie.

Elisabetta Rosa

Marginalité-comme-ressource. Réflexions à partir des pratiques habitantes des Roms migrants à Marseille et Turin

Elisabetta Rosa présente une recherche de terrain financée par le programme ANR Marges, et qui porte sur la marginalité urbaine et des conditions de précarité des populations Roms migrants à Turin et Marseille. L'objectif de la communication est de (re)questionner la notion même de marginalité, pour dépasser la lecture dichotomique qui oppose marginal-non marginal, en partant de l'hypothèse que la marginalité est (aussi) une ressource.

Elle considère que dans la littérature scientifique, les relations et les interactions multiples entre marginalisés et "les autres" (non-marginalisés) ne sont pas étudiées. Elle précise que la plupart des études définissent une claire opposition entre ceux qui produisent la marginalité et ceux qui en sont affectés. Très peu d'attention est portée aux interactions. Ce silence est présent notamment dans la littérature scientifique consacrée aux populations Roms, souvent représentés comme étant l'exemple ultime de la marginalisation socio-spatiale (Marušiakova, Popov, 2008). Les bidonvilles et les habitats précaires des Roms sont analysés dans leur dimension marginale mais très peu d'attention est portée aux relations qu'ils entretiennent avec le reste de la ville, des relations qui pourtant existent. Un exemple est donné : les Roms font la manche devant les magasins, ou aux feux de circulation. Ils sont visibles dans la ville et sont en interaction avec elle. De plus, elle considère que la littérature scientifique ne met pas assez l'accent sur la diversité des formes d'habitats occupés par les Roms (bidonvilles, squats, *slums*, etc.), de sorte qu'il est impossible de comprendre les conditions spécifiques de chaque contexte. Finalement, elle considère que la plupart de ces approches produisent une sorte de réification de la marginalité.

À partir de ce constat, elle souhaite développer une approche différente à la marginalité. Pour ce faire, elle mobilise des auteurs comme Brenner et des auteurs qui explorent un nouveau lexique de la différence spatiale. Elle mobilise également les travaux de Michel Agier (1999) qui met en évidence les nombreuses ressources des populations en conditions de marginalité.

Elisabetta Rosa pose deux séries de questions :

- est-ce que la marginalité peut-être considérée comme une ressource ? De quel type de ressource s'agit-il ? Qui en sont les bénéficiaires ?

- qu'est-ce que la « marginalité comme ressource » nous permet de voir de plus ou de différent quant aux relations entre les populations dites « marginales » et la ville ?

Les terrains d'investigation qu'elle a choisi pour poser ces questions sont : le bidonville de Lungo Stura à Turin et le bidonville de la Capelette, à Marseille, où elle a observé les Roms (en les suivant aussi dans la ville), interrogeant aussi bien l'espace que les habitants.

Selon elle, la « condition » de marginalité est définie en tant que :

- ressources spatiales (le choix des terrains par les roms est lié à la proximité de l'eau (ex. cours d'eau) utile pour la vie quotidienne, la possibilité de faire usage des rebuts de la ville (faire la poubelle ou la ferraille sont des « métiers prisés » (sic) par les Roms).

- Ressources sociales (transactionnelles dans le sens de la gestion de la proximité et de la distance culturelle, symboliques, mais aussi économiques, en lien avec les « donations » faites par les riverains).

Mais la marginalité des Roms n'est pas seulement une ressource pour eux. Elle peut constituer une ressource pour d'autres acteurs : pour l'administration publique qui, à travers l'expulsion ou la concentration urbaine, poursuit un objectif de contrôle sociale et spatial sur certains espaces. Elle peut être aussi une ressource pour justifier la rénovation urbaine. Elisabetta Rosa conclut son propos en expliquant que cette marginalité est une ressource multiple, et qu'elle est éphémère, les Roms habitant toujours des espaces en transition.

Débat suite aux interventions de Nuria Benach/Rosa Tello, M'Hammed Idrissi Janati, Wafae Belarbi, Elisabetta Rosa

Iraki Aziz revient sur l'intervention de Nuria Benach et Rosa Tello : il les remercie pour leur intervention, et leur demande si localement, à Barcelone, il y a de la répression ou pas face aux mobilisations des habitants.

Nora Semmoud souligne le fait que l'on parle souvent de mouvements de résistances de l'action collective, des conflits au sein même de l'espace sur lequel on travaille, mais qu'on pourrait peut-être tenter de faire une radiographie de ce qui se passe dans ces quartiers : à quels moments des pratiques de valorisation du quartier deviennent une action collective pour tel aspect ? À quel moment on passe à l'émeute. Et c'est aussi un rapport au pouvoir : est-ce qu'il y a modernisation des rapports aux pouvoirs ("démocratisation") ou pas ? On a une photo à chaque fois, mais on n'a pas de radiographie.

Question de **Pierre Signoles** à Wafae Belarbi : pourquoi le terme « anarchie », utilisé dans le quartier étudié, arrive-t-il à ce moment là ? Est-ce que c'est lié au développement du terrorisme ? L'usage du mot Tchétchénie n'est tout de même pas un hasard !

Aziz Iraki précise, suite à la remarque de Pierre Signoles, que le terme Tchétchénie a émergé dès 1996. Il y a eu une révolte à un moment où le régime était très autoritaire qui coïncidait avec le moment de la résistance tchétchène.

Habiba Essahel précise à son tour que le terme "anarchie" (*El faoudha*) est utilisé par les habitants eux-mêmes.

Abdelkader Lakjaa précise à son tour qu'en Algérie on retrouve également le même mot « anarchie ». Il est surtout présent dans le discours des pouvoirs publics ; mais aussi dans celui des habitants pour délégitimer l'action des pouvoirs publics, en général. A titre d'exemple, dans les années 1970-1980, on parle de l'école fondamentale en la nommant la *faoudhamentale* (jeu de mot utilisant la *faoudha* : anarchie).

Madani Safar Zitoun reprend la notion de mise en marginalité développée par Elisabetta Rosa. Il explique qu'en Algérie, il peut y avoir une mise en marginalité pour pouvoir accéder à un logement. En ce sens, parfois la marginalité est créatrice des ressources. Alors, les marginalisés ne veulent pas sortir de la marge parce que c'est « plus confortable ».

Pierre Signoles toujours à propos de l'intervention d'Elisabetta Rosa explique que, selon lui, il y a une dérive de l'usage du mot ressource. Pour les pouvoirs publics, les Roms peuvent être une opportunité, un moyen de légitimité, un prétexte, voire une exploitation, etc., mais pas une ressource.

Enfin, **Madani Safar Zitoun** rappelle que les marges sont des superpositions sociales, spatiales et culturelles et que l'on a pas assez parlé de frontières, de barrières, et articulé la marge au reste de l'espace urbain.

Abdelkader Lakjaa

Les jeunes en Algérie : un désordre sociétal porteur de nouveaux liens sociaux

Abdelkader Lakjaa présente une recherche effectuée à la demande d'une association oranaise (Santé Sidi Houari) et Unicef-Algérie. Le but était de répertorier et analyser les facteurs de vulnérabilité, et les manifestations de celle-ci chez les adolescents et les jeunes issus de quartiers réputés pour être défavorisés (en équipements et infrastructures), populaires et stigmatisés.

Il montre, à travers le cas d'Oran, seconde grande ville d'Algérie, qu'il n'y a pas d'intégration à proprement parlé. Et il évoque une "marginalité libre", librement et collectivement assumée, les jeunes se mettant eux mêmes en position de rupture.

Son étude portait sur trois terrains, trois quartiers populaires : Sidi El Houari (1^e noyau d'Oran, composé d'habitat et d'activités informels), Les Planteurs (plus grand bidonville d'Algérie créé dans les années 1920 lors de la construction du port) et Ras el Aïn (habitat informel). Ces quartiers sont caractérisés par une forte présence de l'habitat non réglementaire, illicite. Il en va de même dans les activités économiques. Il note une solidarité entre les formes d'habitat illégal et les formes d'activités économiques qui relèvent de l'emploi informel. Il pose la question suivante : Que se passe-t-il dans ces quartiers qui sont en marges (socialement et culturellement, et pas seulement sur le plan spatial) ? Abdelkader Lakjaa propose une radiographie des pratiques, tout en cherchant à analyser ce qui se dit dans le discours des dominants, et dans celui des dominés (c'est quoi pour des jeunes d'être dans la marge ?).

Pour répondre à ces questions, il a procédé à un travail par questionnaires, et aussi via des entretiens avec des jeunes issus des trois quartiers. Et il conclut d'après cette enquête que la

vulnérabilité relationnelle n'existe pas dans ces quartiers. Les mécanismes de vulnérabilisation qui s'alimentent de marginalisation se muent en processus de distanciation par rapport aux institutions de l'état. Il évoque notamment le rapport qu'entretiennent les jeunes à l'institution scolaire et au travail réglementé.

Il n'évoque pas de chiffre mais plutôt des tendances.

- Une majorité des jeunes sont déscolarisés. On peut penser, a priori, que cette déscolarisation est subie. Mais ici il détermine qu'il y a un « refus d'accrochage » à l'école de la part des jeunes. Le tiers de ces jeunes (de 10 à 19 ans) disent avoir clairement décidé de se retirer de l'école.

- En ce qui concerne le rapport au monde du travail, il y a dans ces quartiers un fort taux de chômage (de 16 à 19 ans). Lorsqu'il demande aux jeunes s'ils font des recherches pour trouver un emploi, la plupart répondent « ça ne m'intéresse pas » et si l'on creuse un peu, il ressort, selon lui, que celui qui est officiellement chômeur est, bien souvent, impliqué socialement et sérieusement dans une activité informelle.

- En ce qui concerne, par ailleurs, le rapport que ces jeunes entretiennent avec l'institution familiale, il note qu'il n'y a pas de problèmes particuliers.

- Enfin, il note un engagement de ces jeunes de plus en plus important dans la vie religieuse.

Au sein de la marginalité, il y a ce que Schnapper appelle une "centralité invisible".

Les jeunes expriment, dans leur majorité, leur refus de la vision modernisatrice et acculturatrice importée avec des normes venues de l'étranger. Et ce qui est en train de prendre forme c'est : « comment faire société à partir des marges » ? Il conclut son propos en affirmant que dans ces quartiers, la marginalité est en train de créer une centralité souterraine, qui témoigne de l'émergence d'une société nouvelle.

Alberto Capote

Les pratiques et stratégies d'intégration des habitants dans le District Nord de Grenade. Proposition méthodologique et étude exploratoire.

Alberto Capote présente une recherche en cours consacrée aux pratiques et stratégies d'intégration des habitants dans le District Nord de Grenade. Il présente le contexte général de son travail, son terrain, ses questions, sa méthodologie et quelques résultats.

Il s'intéresse à la présence migratoire à partir des réponses citoyennes qui naissent dans le cadre de la crise. Il rappelle le contexte de forte crise économique et de l'emploi ; et le fait que les inégalités sont encore plus frappantes qu'il y a cinq ans, au début de la crise.

1. Le District Nord de Grenade comme un exemple de marge urbaine

Le district Nord est un territoire fortement stigmatisé, qui possède une frontière très bien établie. Pour illustrer son propos, il évoque les étudiants dont les locaux de formation sont situés juste à côté, mais qui, pour la plupart d'entre eux, ne sont jamais allés dans ce territoire.

Après le boom immobilier en Espagne, des logements ont été délaissés par leur "population d'origine" qui est allée dans l'aire métropolitaine, et ces logements ont ensuite été occupés par des migrants. Mais avec la crise, on a pu observer dans le district un accroissement chômage (40%), une flambée des expulsions, etc. Devant cette situation difficile, l'état s'est désengagé (laissant la population livrée à elle-même) alors même que lorsqu'il s'est agi de sauver la banque, l'état s'est montré moins libéral et a pris le parti de s'engager (en Espagne, clairement, les riches dominent les pauvres, rappelle Alberto Capote en réaction aux remarques de Franck Chignier Riboulon formulées plus tôt).

En 2011, le mouvement "les indignés" a pris son essor, sans produire de résultats majeurs. Pour autant, il y a vraiment eu un « avant » et un « après ». L'idée selon laquelle la population doit agir pour s'en sortir car que l'état ne fera rien s'est affirmée grâce à ce mouvement. Depuis, les mobilisations sont nombreuses et suivies. L'une des dernières en date vise à s'opposer au projet de loi "mordaza", qui a pour objectif de réprimer toutes les manifestations publiques (en interdisant de photographier les policiers, d'occuper l'espace public, etc.).

Mais quelle influence cela a eu sur la population immigrée ? S'est-elle mobilisée dans le mouvement, dans l'initiative citoyenne qui s'est développée dans le quartier ou était-elle à l'écart ? Avant d'apporter une réponse, Alberto Capote précise que, contrairement aux Espagnols, la population immigrée ne peut pas se reposer sur la solidarité familiale qui joue un rôle majeur pour affronter la crise en Espagne. De plus, si un immigré ne travaille pas (s'il n'a pas de contrat de travail), il s'expose au risque de perdre ses papiers et d'être encore plus marginalisé au sein de la même marge.

1. Point de départ de la recherche : questions et méthodologie

Pour analyser les mobilisations, Alberto Capote a fait le choix de travailler avec des associations (de quartiers, de voisins, de chômeurs, etc.) qui existaient avant la crise ou qui sont nées pendant la crise, associations dans lesquelles il y a des primo-militants. Alberto Capote a notamment passé Noël avec l'une d'elles (l'association de chômeurs de *Casería de Montijo*) et a déjà fait un grand nombre d'observations. Il précise qu'il a pris le parti de ne pas faire de questionnaires, expliquant qu'il estime que la population marginalisée est suffisamment fatiguée et qu'il est inutile de les importuner en les interrogeant sur la source de leur fatigue.

1. Premiers résultats

Alberto Capote souligne le fort sentiment d'abandon que ressent la population depuis le début de la crise : abandon de l'état et sentiment d'une perte de souveraineté à cause de l'accord passé avec Bruxelles. Il évoque des tensions parfois vives des pouvoirs publics face aux initiatives de certaines associations. Il cite un exemple : une association a voulu créer des jardins publics (avec potagers pour que la population puisse plus facilement avoir accès à des fruits et légumes). La mairie s'y est opposée. C'est elle qui avait le terrain mais pas la gestion, et elle a été contrainte par l'autorité régionale de nettoyer les lieux pour que l'association puisse réaliser son projet.

Essahel Habiba

Quelques réflexions autour du concept de mobilisation dans le contexte bidonvillois (Maroc)

À partir de travaux qu'elle a menés au Maroc, dans le cadre de sa thèse notamment, Habiba Essahel propose quelques réflexions autour du concept de mobilisation dans le contexte bidonvillois, des réflexions organisées autour de quatre points, dont trois sont exprimés sous forme de questions :

- approche théorique du concept de mobilisation
- pourquoi pendant longtemps on a peu parlé de mobilisation en contexte bidonvillois et à partir de quand on a commencé à en parler ?
- quel répertoire d'actions est mobilisé ?
- les pratiques, les ruses et les actes de résistance participent-ils à la (re)définition d'une forme « particulière » de mobilisation ?

1. Approche théorique du concept de mobilisation

Elle note une dynamique dans la recherche sur les mobilisations et évoque des travaux qui sont contrastés voire contradictoires, les définitions de la mobilisation sont diverses.

Elle fait ensuite le point sur la terminologie, évoquant notamment les travaux d'Olivier Fillieule, Daniel Cefaï ou encore Erik Neveu sur l'« action collective ». Puis, elle pointe le fait que certains chercheurs questionnent la validité du terme « action collective » en contexte autoritaire, autrement dit, ils se demandent si des concepts nés en démocratie peuvent voyager dans des contextes non démocratiques (notamment Mounia Bennani-Chraïbi). Habiba Essahel considère que c'est à partir du milieu des années 1980 que des chercheurs ont initié des travaux autour de ces questions sur le Maghreb (Liauzu, Signoles, Sgroi-Dufresne, etc.). Elle revient de manière approfondie sur les travaux antérieurs puis met l'accent sur la préférence des auteurs pour les expressions « mouvements sociaux », « émeutes », etc. pour qualifier les mobilisations en contexte bidonvillois, au Maghreb. Elle évoque ensuite d'autres auteurs qui pensent qu'il faut dépasser la dichotomie « pays non démocratiques » vs « pays démocratiques », arguant que les pays non démocratiques connaissent aussi des sit-in, des grèves, etc. Elle met en relation cette évolution (et celle de la terminologie) avec le changement politique qui est récemment survenu au Maroc, un tournant intervenu après l'intronisation de Mohamed VI, souverain qu'elle qualifie de "plus démocratique".

1. Pourquoi pendant longtemps a-t-on peu parlé de mobilisation en contexte bidonvillois ?
Et à partir de quand on a commencé à en parler ?

On a longtemps cru que les bidonvillois étaient incapables de s'organiser. Il existe toute une littérature à ce sujet sur les bidonvilles marocains, une littérature qui se développe dans les années 1980-1990, à une époque qui a vu le développement des mouvements associatifs dans les quartiers réglementaires et moins dans les bidonvilles).

Il faut dire que le bidonville est considéré par les pouvoirs publics comme le *Bled Siba*, territoire de dissidence, surtout dans les années de plomb, lorsque le système était particulièrement autoritaire, avec une répression forte. Les bidonvilles, alors, étaient volontairement tenus à l'écart de la ville. Mais aussi (et paradoxalement) délaissés par les pouvoirs publics. Aujourd'hui, le contexte semble plus démocratique, à cause de la pression internationale et du rôle prépondérant des bailleurs de fonds dans la circulation des modèles, des normes. L'idée de bonne gouvernance s'est développée et fait écho dans ces quartiers. On observe une libéralisation de l'action politique.

1. Quel répertoire d'actions est mobilisé ?

Le changement de contexte politique induit une évolution des registres de justification et aussi des modes de contestation. Les bidonvillois ont montré qu'il existe de nombreux moyens de s'intégrer dans l'action. Elle évoque différents types de mobilisation (du droit, des ressources, etc.) et souligne le rôle de la jeunesse bidonvilloise dans la mobilisation.

1. Les pratiques, les ruses et les actes de résistance participent-ils à la (re)définition d'une forme « particulière » de mobilisation ?

Essahel Habiba définit quelques-unes des pratiques de « ruses » :

- pratique de non réaction. Par exemple, le refus de déposer un dossier peut être une tactique de certains habitants pour boudier une proposition ou une stratégie pour voir ce qui se passe pour le voisin qui, lui, a déposé un dossier. Le but étant d'adapter sa position en fonction de ce qui se passe pour le voisin.
- Certains habitants peuvent simuler une mésentente familiale pour refuser une proposition de logements par exemple.
- Interpellation éthique dans le face à face ou la compassion (certains bidonvillois se servent du régime de compensation), via des manifestations symboliques ou plus spectaculaire
- Evolution des revendications et des discours.

Il y a pour toute une panoplie de savoirs faire la mobilisation chez les habitants des bidonvilles. Les habitants de ces marges se mobilisent, font de la résistance. Elles sont diverses (visibles, latentes, discrètes, calculées, spontanées, négociées, etc.) ; elles changent, comme les discours ; et comme les revendications aussi.

Avant (sous Hassan II) la mobilisation existait déjà, mais elles s'achevaient en général dans la répression, la pression, la torture. Ce qui est nouveau c'est que, désormais, elles aboutissent, le plus souvent, à des négociations visant à des compromis avec les autorités.

Habiba Essahel conclut (au risque de choquer, souligne-t-elle) qu'elle considère que les bidonvilles sont des lieux de créativité, et que les habitants eux-mêmes offrent une approche esthétique et culturelle digne d'être reconnue comme partie intégrante de la ville. À de nombreux points de vue, les bidonvillois sont des inventeurs de la ville. Le discours sur les bidonvilles change ; des expositions leurs sont consacrés ; on commence à considérer cette marge comme ressource.

Débat suite aux interventions de Abdelkader Lakjaâ, Alberto Capote et Habiba Essahel

Madani Safar Zitoun rappelle que les sociologues ont développé les concepts d' « opportunité de situation », d' « intelligence de situation » et qu'ils sont peut-être plus appropriés que la notion de ressource.

Aziz Iraki souligne le fait qu'Abdelkader Lakjaâ a d'abord présenté trois quartiers avant de porter son discours sur l'ensemble de la ville. Aussi, il lui demande si dans tous les quartiers ça fonctionne de la même manière. Par ailleurs, il pose une seconde question. Abdelkader Lakjaâ a précisé qu'il travaille sur le bonheur (lors d'entretiens), mais comment a-t-il traduit ça comment en arabe ?

Saliha Ouadha s'adresse à Abdelkader Lakjaâ et Alberto Capote : elle souligne le fait que tous deux ont annoncé l'étude de plusieurs quartiers. Dans la dénomination même des quartiers on a senti la différence entre chacun d'eux mais, dans le fil de leur discours, il n'y a pas eu de comparaison ? Le quartier central d'Oran est marginal mais quelles sont les caractéristiques de cette marginalité ? Etc.

Alberto Capote répond que les limites entre les quartiers sont visibles et c'est intéressant de voir les différences car il y a plusieurs degrés dans la stigmatisation. C'est à étudier plus finement.

Réponse d'**Abdelkader Lakjaâ** à Aziz Iraki et Saliha Ouadha : les trois quartiers étudiés sont, dans l'imaginaire oranais, les trois quartiers relevant de la marge (socialement et parfois spatialement). C'est pour cela qu'ils ont été choisis. Il faudra bien entendu, regarder plus finement leurs différences.

En ce qui concerne le bonheur : le questionnaire a été présenté en arabe parlé. Le mot bonheur a été traduit par « saahda », car les 10-19 ans sont tous passés par l'école et ils comprennent le mot.

Abdelkader Lakjaâ précise ensuite que les jeunes chômeurs oranais des marges vivent une double marginalité (sociale et spatiale). Pourtant, selon lui, ces jeunes "sont à l'aise dans cette situation de chômage" (ils travaillent dans l'informel, sans payer l'impôt ou ils sont assistés par leurs familles ou ils sont insérés dans un dispositif qui attribue des crédits aux jeunes chômeurs, etc.). Mais pour étudier le phénomène, le chercheur est confronté à un problème : il n'y a pas eu d'accumulation statistique en Algérie.

Madani Safar Zitoun fait un commentaire, toujours à propos de l'intervention d'Abdelkader Lakjaâ : à Alger, l'urbanisation se fait de manière collective, via des groupes, des réseaux (dans les enquêtes on parle de nous). Mais comment faire la distinction entre stratégies individuelles et stratégies collectives.

Pierre Signoles demande, à Oran, quels sont les critères de différenciation : les enfants des familles anciennement intégrées agissent-ils différemment des autres ?

Iraki Iraki revient ensuite à l'intervention d'Habiba Essahel, et plus particulièrement sur la notion d' « émeute ». Il rappelle que pendant des années on a dit qu'il y avait une impossibilité

de négocier politiquement pour les habitants des bidonvilles et que, donc, les émeutes étaient inéluctables. Aujourd'hui, des chercheurs remettent en cause cette analyse. Même en bidonville, il y a un volet important : le rapport à l'illégal (la question foncière, notamment, est primordiale).

Essahel Habiba évoque alors la rapidité avec laquelle les bidonvillois ont su s'adapter, mobiliser différents registres de mobilisation. La question de la temporalité et de la contextualisation est importante. On ne peut pas généraliser. Et oui la question foncière est importante.

Aziz Iraki demande à Alberto : Le contexte est le même pour marginaux locaux et immigrés mais la manière de s'inscrire dans le politique est totalement différente. Quid du droit de vote des immigrés ? L'absence de droit de vote doit avoir une importance.

Alberto Capote répond que c'est une piste de travail.

SESSION 4 **ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE**

Anna Madoeuf **Éléments de synthèse de la session I**

Anna Madoeuf a repéré un certain nombre d'enchaînements et des proximités de sens dans les différentes interventions et propose quelques idées pour accommoder ces travaux. Elle insiste sur le fait que la marge, a, le plus souvent, été abordée comme une notion, et non pas comme un concept qui serait stabilisé. Aussi, elle propose que l'on construise, à partir des communications, non pas un lexique de mots mais un lexique de situations d'expériences. Anna Madoeuf évoque la question de la dénomination des marges. Elle souligne le fait que l'approche linguistique est par essence contextualisée, et qu'il faudrait trouver le biais pour ne pas perdre cette spécificité (en étudiant l'étymologie des termes). Elle indique qu'il conviendrait de trouver des solutions de comparaison pour permettre la confrontation des travaux.

Elle note ensuite que la marge, sa détermination, est liée une panoplie d'indicateurs. Les marges sont distantes (spatialement –géolocalisation-, par les mots qui dénoncent la différence). Les marges fascinent depuis le XIXe siècle, et des troupes de chercheurs, dont nous sommes, les visitent. Il y a aujourd'hui une touristification de la marge, par la visite, ce qui est nouveau, inédit. Sont organisées aujourd'hui des visites de bidonvilles, dans un certain nombre de pays (favela de Rio par exemple). En Asie, à Bombay, le bidonville de Daravi, proclamé *Biggest Slum of Asia*, peut se visiter. Il existe des « tours de bidonville » pour que les touristes puissent voir avec leurs yeux, avec en fond sonore la musique de *Slumdog Millionaire*. Mais comment y entre-t-on, en tant que chercheurs ? Il existe des propositions expérimentales. Et la question du regard est essentielle. On peut y entrer par l'image (cf. Maurizio Memoli, Matteo Puttilli). On y entre aussi par les critères et représentations, et même par les critères des représentations.

Les marges assiègent la ville. Elles sont des excroissances parasites, ni tout à fait intra encore moins infra ni tout à fait extra. On est toujours face à la dialectique du ni-ni. Si la périphérie

affamée détruit la ville selon la métaphore d'Ibn Khaldûn, la marge serait espace troisième type (Mohamed Hanzaz) un tiers espace, mais dans le cas de Rabat, la marge serait un composite de population assignée à résidence (au sens premier du terme) à la marge.

Revenant plus en détail sur l'apport des diverses interventions, et sur les principales questions que les contributeurs ont soulevées, Anna Madoeuf souligne d'abord que le logement peut être parfois une incarnation de la marge (cf. les taudis temporaires, à minima, précaires, etc.). La ville est toujours un horizon d'installation. Quoi qu'il en soit, la marge est flanquée de déterminants auquel il convient de s'intéresser. Ensuite, Anna Madoeuf revient sur le caractère exégétique du commentaire de Franck Chignier-Riboulon sur l'appel à communication de Nora Semmoud et rappelle la difficulté de généraliser (Kokoref 2009). Évoquant ensuite la contribution d'Aziz Iraki, elle souligne l'intérêt de la typologie du traitement de la marge par les pouvoirs publics qui a été esquissée (répression, déni, clientélisme, etc.). Elle rappelle aussi que, comme l'a souligné Mohamed Madani, que si les marges sont toujours locales, les normes qui en rendent compte et les font exister, elles, peuvent être extérieures, importées, hybrides, et soumises à des modes.

Anna Madoeuf pointe, par ailleurs, le fait que l'idée d'incertitude était déjà une des matrices de la session 1. La marge est un espace d'action, d'incertitude, de manœuvre soit espace d'ajustement permanent. Enfin, faisant écho aux propos de Francesca Governa, Anna Madoeuf souligne que si l'on en croit notre *doxa*, la marge n'existe pas — plus exactement ne se conçoit pas — de manière autonome, mais dans une relation systémique, celle de sa relation à la norme. En d'autres termes, pour se saisir des marges on ne peut faire, de manière absolue, l'économie de la norme — au moins à titre de référent.

La marge peut-elle être considérée comme un espace tiers, flanqué de déterminants, lesquels le contraignent mais sont aussi les dispositions le faisant exister, le suscitant comme espace situé au regard d'autres. Elle n'a pas de consistance propre : ni mesure préalable, ni dimension imposée, étant en forme d'intervalle entre autres référents. Marge, comme laps d'espace, pourrait être interprétée comme une constituante de la structure narrative de la ville ; elle serait le moment situé entre – et alimenté par –, les mouvements de l'*analepse* (regard en arrière), et du *prolepse* (regard en avant) décortiqués par Umberto Eco, dans une analyse de la narrativité *Six promenades dans les bois du roman et d'ailleurs*, (1996), laquelle l'amène, ultérieurement, à affirmer que « personne ne vit dans le présent immédiat ».

Ces considérations poussent le chercheur à inventer (et tester) des formes de découverte de la marge. Comment on y entre ?

- par l'image
- par la visite
- par l'affutage du regard ou par le changement de regard

Raffaele Cattedra

Éléments de synthèse de la session I

Raffaele Cattedra tient à préciser qu'il ne propose par une véritable synthèse de la session, mais une contribution reprenant des éléments pouvant constituer des pistes de réflexion communes, à partir des communications présentées dans la session I et de la discussion qui a suivi. Il ajoute

que si tous les thèmes qu'il va évoquer n'ont pas été traités de manière spécifique, ils ont été évoqués et sont revenus de manière récurrente dans les présentations et les discussions.

I - Dimension théorico-méthodologique / épistémologique / heuristique.

Diverses communications ont évoqué la question du positionnement ou de la posture réflexive du chercheur, en se questionnant sur : le rapport entre le chercheur, la recherche et l'objet ; l'éthique du chercheur ; le chercheur et la norme ; quel rôle pour la recherche-action ? ; comment rendre compte des systèmes de représentation ; l'utilité euristique de l'autoreprésentation. Ce genre de questionnement a émergé certes par rapport à la marge, mais nombre d'intervenants ont insisté sur le fait que « la marge » est à saisir en tant que construction ou en tant que processus, et non comme un « état de fait » : c'est-à-dire non comme un espace cloisonné, établi exclusivement sur la base de sa localisation, et tout en considérant que la marge comporte aussi une inertie territoriale et qu'elle peut maintenir un rapport avec la mémoire (sociale ou spatiale) du passé. Plus concrètement cette dimension a concerné : la mise à distance, la distance du chercheur vis-à-vis de la recherche, soulignée par F. Chignier-Riboulon. Il nous a invité (de manière un peu radicale et provocatrice) à nuancer - si non à repenser - les paradigmes généraux que nous adoptons, basés bien souvent sur des positions idéologiques et des cadres donnés comme stabilisés par rapport à nos travaux (ici par rapport aux marges urbaines). F. Chignier Riboulou a rappelé que « le monde n'est pas mécanique » et il a invité à s'interroger sur les concepts de : néolibéralisme, de logiques classistes (se réfèrent aux modes de catégorisation des classes sociales). Plus, précisément, il a invité à mettre en discussion l'équivalence mécanique : riches = dominants / pauvres = dominés, rappelant que même dans des contextes des marges il peut y avoir des dominants. Si on prend en considération ce point, on pourrait alors considérer que certaines marges constituent des lieux où les plus forts dominent : par exemple avec un capital de violence, avec une légitimité acquise par le biais de la violence, ou par les revenus de la drogue, de la micro-criminalité. Si on se réfère au cas de Sant'Elia à Cagliari (présenté par M. Puttilli et M. Memoli), il subsiste une gestion informelle (familiale) du système de location du parc immobilier social (*Case popolari* équivalent HLM) qui est officiellement géré par l'opérateur public régional dénommé Area.

Par ailleurs, la question de l'illégalité, qui renvoie notamment à la « territorialisation de norme » (ou comment sont appliquées ou fonctionnent les normes dans les marges) a été posée par A. Iraki et par Y. Fijalkow. Raffaele Catterdra explique que, somme toute, ces éléments ne font que déplacer la discussion sur la question du pouvoir, un pouvoir à saisir au sens de Foucault : un pouvoir qui est relationnel, qui n'a pas un siège unique, qui se déplace, qui établit des relations, etc.

Par ailleurs, plusieurs communications ont abordé la question de l'individu et du groupe, et qui, pour le dire comme Francesca Governa qui a repris et adapté Ash Amin, et d'autres auteurs, pourrait être décliné comme le droit à la différence, ou mieux « l'indifférence à la différence » : « se distinguer pour exister » (d'après Franck Chignier-Riboulon). Sur ce point là, Raffaele Catterdra rappelle le fait que, généralement, lorsque l'on traite la question des migrations, les migrants sont saisis comme une « entité de masse » ; ils classés par pays/ origine / ethnie/ religion/ métier etc., et, donc, on oublie le plus souvent que migrer, se déplacer d'un

pays pour s'installer dans un autre, ou se déplacer dans une ville autre, est surtout une « aventure » individuelle, un risque et un choix personnel, existentiel.

Raffaele Cattedra évoque une autre question qui a été évoquée dans plusieurs interventions à savoir la question de l'objectivation d'une subjectivité (évoquée par F. Chignier-Riboulon et puis posée par M. Memoli et M. Puttilli). Une question complexe a été soulevée : comment saisir l'auto-représentation sans être pris au piège ou manipulés, et sans exalter la neutralité de cette opération (mise en garde suggérée par P. Signoles). Une des perspective envisagée est la méthode visuelle (plusieurs travaux théoriques et méthodologiques et pistes existent, et il faudrait les travailler, et les expérimenter). Raffaele Cattedra pense que l'on pourrait aussi tenir compte :

a) de l'usage de l'image, des medias (et puis du support internet) comme nouvelle modalité pour diffuser une recherche, et ses résultats ;

b) de l'adoption de ce type de média pour saisir et analyser l'auto-représentation, mais aussi pour saisir les pratiques, le sens que les habitants donnent aux lieux qu'ils fréquentent, saisir en un mot des territorialités.

c) du fait que certains dispositifs comme les smart-phones constituent désormais des espèces de prothèses de notre corps (pensons aussi aux nouvelles « générations digitales », cf : les vidéos postées sur internet évoquées par M. Memoli, M. Puttilli). Il rappelle à ce propos qu'en Afrique la téléphonie mobile, dépassant de loin le téléphone fixe, est passée en très peu d'années de 10 million d'abonnés en 2000 à 180 millions en 2007).

Bien entendu, tout cela nécessite d'être mieux structuré, et exige de la rigueur afin que de telles d'approches ne constituent pas une piste « fantasmagorique », mais puissent être expérimentées dans le cadre de ce projet ANR.

Enfin, Raffaele Cattedra indique qu'il a souvent été question de l'éthique du chercheur. Il s'agit là de considérer « le rôle politique de la réflexion théorique » dans un cadre où la mondialisation comporte des effets territoriaux (F. Governa), en nous référant, par exemple, à la théorie urbaine critique. Certes, la question des inégalités, de la justice et de la ville n'est pas nouvelle, mais on peut la reconsidérer par rapport à l'importance que l'on accorde à la « participation » des habitants à nos enquêtes et à la restitution des résultats.

II - Questions émergentes, thèmes sur les effets et les contextes

Raffaele Cattedra revient ensuite sur les principales questions qui ont émergé au cours de la rencontre : comment prendre en compte l'effacement du rôle de l'Etat et la question du pouvoir ? ; la contextualisation de nos cas d'études et leur comparaison ; les territorialités.

1) Effacement de l'État.

Considérant que (les principes et les effets de) la décentralisation et de la dérégulation ce ne sont pas la même chose (Y. Fijalkow), on peut aborder cette question à travers :

a) une vision chronologique, qui considère l'évolution dans le temps du rôle de l'État : il y a eu certes un moment où l'État prenait en charge (ou faisait semblant de prendre en charge) « la vulnérabilité résidentielle ». Aujourd'hui ce n'est plus le cas, du moins plus comme dans le passé. Alors, peut-on parler de la fin du *welfare* ? (cf. Rosa Tello et Nuria Benach, 3ème session).

b) un questionnement pour évaluer si l'État est vraiment effacé (rappelons que cette question a déjà été posée dans le cadre du programme FSP « Faire la ville en périphérie(s) ? Territoires et territorialités Dans les grandes villes du Maghreb », en continuité duquel s'inscrit notre groupement de projet ANR, et on y a répondu de manière nuancée) :

- on peut assister au Maghreb au paradoxe d'un retour de l'État, du moins de certains intérêts de corps de l'État ;

- d'un autre point de vue, et dans d'autres contextes, l'alternative devient (Y. Fijalkow) :

a) « arrangez vous » : « vous (les citoyens) vous en êtes capables, individuellement, donc organisez vous... »

b) soit et/ou je (l'État) vous propose une nouvelle norme pour habiter : portée, par exemple, par les nouvelles multinationales de la labellisation du logement durable. Il s'agit donc d'une « norme du marché ».

2) Contextualisation et comparaison.

Toujours par rapport au rôle de l'Etat,

a) si l'on considère l'usage de la force, de la coercition de la part de la puissance centrale ou du « pouvoir central » (ces mots sont revenus dans la communication de A. Iraki) on pourrait s'accorder pour dire que sur la rive Sud, au Maroc notamment, même si la décentralisation avance et même si le processus de démocratisation avance, l'Etat peut :

i) d'une part continuer à faire de la répression, mais il faut évaluer au cas par cas ;

ii) d'autre part, il peut trouver des arrangements pour réguler à travers de formes de « clientélisme concurrentiel » et donc tolérer, faire de la transaction politique. On peut alors poser en comparaison le Maghreb, avec la Corse, certaines régions d'Italie du Sud et on pourrait aussi ajouter la Turquie, l'Egypte, etc.

b) Ainsi, il paraît nécessaire de comparer, à l'échelle de nos cas d'étude méditerranéens, le rôle de l'État dans le passage à un urbanisme dit de projets, ce qui signifie analyser les nouvelles normes en jeu, ou évaluer une norme au cas par cas. Considérer comment dans chaque contexte s'exprime l'usage de la coercition, de la répression, etc.

c) la nécessité de contextualiser, et ce dans le même pays, peut-être dans la même ville (l'intervention musclée dans un bidonville Chefchaouen dans le Rif au Maroc ce n'est pas forcément celle de Casablanca) et prendre en considération :

- le système politique local (Iraki) ;

- les processus de marginalisation, de dé-marginalisation de la marge et de ses habitants à travers l'action de l'État ;

- les nouveaux mimétismes de la norme, sa diffusion, son imposition - son « indignation » (expression de Madani Safar Zitoun, Session 2)

-

3) Echelle, contexte, territorialités et fluidité

a) Qu'est-ce que la marge dans une dimension de Métropolisation (Mohamed Hanzaz) ?

- Plutôt que d'admettre que toute la périphérie est une marge, il faudrait considérer comment de nouvelles marges s'imposent dans le processus de métropolisation ;

- ou bien, se demander que deviennent les marges consolidées dans le processus de métropolisation ?

b) La marge et les territorialités

Une perspective intéressante sur ce point nous vient d'un travail de Roland Pourtier sur « les âges de la territorialité » (2005)[\[1\]](#), que l'on peut ainsi synthétiser :

i) Un premier âge caractérisé par la « fluidité », une condition qui est propre aux sociétés considérées comme primitives, où le rapport entre le concept de limite ne se fonde pas sur celui

de frontière, et où il existe un rapport “biologique” entre l’environnement et les communautés humaines ;

ii) un deuxième âge, défini comme “moderne”, qui est l’expression de la géométrisation (mécanique et euclidienne) du monde, fondée sur le rôle de l’État et déclinée par les figures spatiales de la continuité, de la hiérarchie entre les espaces, où la ligne assume la fonction de séparation et le point, pourrait-on dire, devient l’expression de l’appartenance à un lieu. C’est un modèle de type jacobin, le règne de la planification d’État. Et bien que les origines de ce paradigme territorial se trouvent dans l’Égypte de l’époque pharaonienne, c’est surtout par le colonialisme qu’il a été diffusé et qu’il s’est imposé en Afrique.

iii) enfin, un âge, défini comme étant celui de la « complexité », caractérisé d’une part par le retour à la fluidité et à la dimension biologique, qui s’explique par des processus de décentralisation, de polycentrisme, de transversalité, où le “fragment” joue un rôle essentiel, où prend corps le dépassement de la ligne et de la limite. Une territorialité qui serait plus susceptible de prendre en compte la tension entre le local et le global, d’exprimer des géométries variables du territoire, et de s’ouvrir à une perspective scalaire transnationale, et qui renvoie pour nombre d’aspects à l’univers de la « postmodernité ».

Dans une telle perspective, en considérant certains éléments de l’âge de la complexité indiqués par Pourtier, on pourrait tenter d’envisager une vision plus fluide de la manière de saisir la marge, moins stable et cloisonnée, considérant par exemple la manière par laquelle les habitants, tout en y étant rattachés, « sortent » de la marge, privilégiant les aspects plus relationnelles de la marge avec les autres parties de la ville etc. Ainsi, ne plus considérer, notamment sur la rive Sud, la marge comme simplement le lieu de la subalternité mondiale (cf. M. Idrissi session 3), mais plutôt en tant qu’expression d’une contemporanéité mondiale. Sur ce point nous pouvons aussi nous référer aux résultats des axes mobilités / citadinités du programme FSP rappelé plus haut. Le recours à une approche qui prend en compte la fluidité, nous permettrait de réinterroger davantage les dynamiques des espaces en question et aussi de faire éclater l’enfermement (épistémologique) dans lequel la marge est souvent renfermée.

Maurizio Memoli

Éléments de synthèse de la session II

Maurizio Memoli met en évidence la grande richesse du vocabulaire utilisé par les divers acteurs en jeu pour dénommer les marges, leurs particularités locales. Il souligne l’existence de mots utilisés pour “négativiser” des quartiers mais qui sont pas négatifs en soi (ex. *assemamento humano*) et évoque l’importance de l’étude des conditions locales pour la compréhension de ce vocabulaire. Par ailleurs, il insiste sur la nécessité d’appréhender, outre les mots des marges, les mots relationnels (on parle de quartiers périphériques vis-à-vis d’un centre, etc.). La liste des mots est longue et cette richesse de vocabulaire nous oblige à poser la question des spécificités locales (à l’échelle de la ville, d’une partie de la ville, d’un quartier, etc.). Chaque mot décrit une liaison directe avec le terrain.

Maurizio Memoli évoque ensuite la pluralité des situations évoquées lors du workshop et se demande si on doit homogénéiser les analyses afin de déterminer ce qu’est « une » marge ou s’il y a des marges. Il affirme ensuite que le stigmate et la marge résument une volonté, se positionnent dans un système qu’il convient de toujours considérer avant de vouloir étudier la marge en elle-même.

Aziz Iraki

Éléments de synthèse de la session II

Aziz Iraki, pour sa part, souligne d'abord l'importance de la contextualisation. La capacité de mobilisation et même la visibilité de la population dépendent aussi du système politique en place (démocratique ou pas, etc.). Il rappelle aussi que les régulations qui se font localement sont à voir dans une articulation des échelles. Ainsi, il ne faut pas oublier le rôle des normes importées (et celui des agents qui l'importent –UE pour Espagne, Banque mondiale pour le sud, etc.) ; il convient d'essayer de voir comment ça s'articule avec l'action locale.

Il est nécessaire de mettre à plat les différents acteurs urbains en posant l'espace de la marge comme enjeu, d'analyser les rapports de pouvoir en partant des ressources (de pouvoir) de chaque acteur, sachant bien que la ressource principale des populations de la marge reste sa capacité à la mobilisation et à la résistance. La majorité des communications n'a malheureusement pas posé l'ensemble de la démarche du « politique localisé ». L'espace de la marge peut s'avérer aussi comme un enjeu urbain fort pour le pouvoir en place, un lieu d'investissement pour le capital et un lieu de recomposition (les berges du Bou Regreg par ex.). Les négociations sont parfois plus tendues. Elles deviennent impossibles et tournent à la confrontation dans des marges, espaces à risque environnemental fort (Alexis Sierra). Il y aurait donc à mesurer chaque espace de la marge en tant qu'enjeu dans ce que permet le système. Il est certain que plus un système politique est ouvert et ne se permet plus de réprimer sans retenue, plus les résistances s'organisent. Si les marges sont l'espace que *cache* tout système autoritaire, son ouverture se décline aussi dans *la visibilité de l'action* des populations marginalisées.

Enfin, Aziz Iraki pense qu'à la lumière des communications, on peut dire que la marge serait la limite de ce que tolère un système politique. La mise à la norme pose alors la question de la norme pour qui ? Pour les urbanistes, les organismes internationaux, les acteurs politiques locaux ? (voir texte de Yankel Fijalkow : les radicaux de la norme, la norme réinventée, les anti-normes et le libéralisme). Il y aurait à dépasser la vision du rapport dominants / dominés, car la norme se négocie à travers des rapports clientélistes. La négociation se décline alors comme autant de régulations politiques locales que permet le système politique concerné. Toutefois, il y aurait à situer aussi cette négociation de la norme dans une *articulation des échelles* (Safar Zitoun) car la norme est souvent importée, reformulée au niveau national à travers des politiques publiques, avant d'être négociée localement. Cette négociation pose aussi l'intérêt à porter au « ciblage » : à quelle population sont destinées les politiques publiques ? Le ciblage (et les indicateurs de précarité qu'il utilise) est un enjeu car il définit alors, l'ayant droit et le type d'espace concerné. Souvent, le flou persiste pour laisser le maximum de flexibilité et de négociation locale. Enfin, évoquant les mobilisations et l'intermédiation politique, Aziz Iraki invite les participants à réfléchir sur ce que les populations mobilisent (droit au logement, droit aux services essentiels, droit à la ville, droit à la centralité ?). Il y a des mobilisations et des capacités à faire émerger des élites permettant l'intermédiation, qu'il faut regarder de plus près.

Gülçin Erdi Lelandais

Éléments de synthèse de la session III

Pour sa part, Gülçin Erdi Lelandais propose des pistes de réflexion autour des concepts de mobilisation et de résistance. L'objectif étant, aussi, d'ouvrir la voie au Workshop qu'elle organise avec Bénédicte Florin, à Istanbul, du 30 juin au 02 juillet 2014.

Il lui paraît primordial de distinguer la notion de résistance et celle de mobilisation sociale, dans la mesure où toute résistance ne nécessite pas mobilisation sociale. Selon elle, les travaux de sociologie se sont plus intéressés aux formes de mobilisation qu'aux causes. Et quand ils s'intéressent aux causes, c'est surtout aux mobilisations politiques qu'il est fait référence. Il y a un intérêt pour les mobilisations invisibles (Michel du Certeau parle de tactiques de résistance, des manières de faire quotidiennes) et il conviendrait, dans le cadre de l'ANR, de s'y intéresser.

Bénédicte Florin

Éléments de synthèse de la session III

Bénédicte Florin propose de mettre la focale sur la dimension spatiale de la résistance des habitants, qui peut être un fils à tirer.

Elle évoque également un aspect des marges non évoqué : le franchissement de la marge, puisque la résistance renvoie aussi à des sorties de la marge. Autrement dit, il conviendrait de voir, à différentes échelles, comment les marges se manifestent à l'extérieur. Comment se diffusent les revendications (graffitis, banderoles, le net, etc.) ? Que font les pouvoirs en réponse. Quid de la circulation des mouvements de résistances ? En évoquant le mouvement du Parc Guezi, à Istanbul, Bénédicte Florin demande comment le mouvement s'est déplacé dans d'autres quartiers, dans d'autres villes turques, voire à l'étranger ? Ensuite Bénédicte Florin propose de s'interroger sur l'influence du printemps arabe. Elle évoque les architectes et urbanistes au Caire qui revendiquent le fait que la révolution est très urbaine. Pour eux, le Caire doit être un modèle de ville. Ce qui est intéressant c'est que ce sont ces mêmes professionnels qui déploraient l'existence des vieux quartiers informels avant qu'ils ne deviennent des lieux de résistances. Y-a-il une recomposition des rapports de forces ? C'est à questionner, mais, bien entendu, il faut veiller à ne pas tomber dans l'angélisme (la violence de l'état est présente, de même qu'une forte délinquance « post-révolution »).

Enfin, que nous dit la non-résistance, l'immobilisation ? Que nous disent les processus de consensus ? Il conviendrait, aussi, de s'y intéresser.

Madani Safar Zitoun et Pierre Signoles

Éléments de conclusion

Madani Safar Zitoun

En avant-propos, Mohamed Safar Zitoun rappelle sa compréhension personnelle des objectifs de ce workshop : il s'agissait d'analyser les marges urbaines à partir des pratiques, situations et stratégies de catégorisation, de qualification de la marge et de la marginalité urbaines, c'est à dire non seulement d'assignation des mots pour nommer des réalités spatiales et sociales, mais aussi et surtout à partir des significations parcellaires, fragmentaires ou totales utilisées par les différents acteurs sociaux pour ce faire, dans la mesure où ces dénominations, catégorisations, qualifications s'insèrent dans des contextes, dans des processus qui leur donnent un sens. À

partir de ce point de vue, tout l'intérêt de l'exercice a consisté à identifier les éléments de convergence en terme de situations concrètes et de processus symboliques, entre les différents contextes et les divers terrains investis par les chercheurs, et éventuellement à repérer les éléments de divergences significatifs, qui seraient dus principalement à ce que l'on pourrait appeler des « effets de contexte ».

À cet égard, les différents travaux présentés sont parvenus, même si ce n'est pas de manière claire et évidente, à souligner un certain nombre de conclusions transversales, dont Madani Safar Zitoun expose les plus saillantes :

1°) L'existence d'une ligne de clivage importante entre pays du sud et pays du nord, qui se situerait au niveau de la différence existant entre la nature des constructions institutionnelles et opérationnelles de prise en charge de la marginalité à travers des mécanismes et montages différents d'une part et de leur impact déterminant dans les mécanismes de construction symbolique de la notion de marge d'autre part. Les différentes contributions ont montré en effet que par delà des similitudes au niveau des processus d'urbanisation, des mécanismes objectifs d'exclusion et relégation à la marge portés par les « mécanismes invisibles » du marché, qui sont eux-mêmes sous tendus par des systèmes d'assignations symboliques et de catégorisation tirées de l'histoire des processus de peuplement et de confrontation culturelles entre les population du dedans et du dehors de la ville, se sont développées des politiques de traitement de la marge et de la marginalité urbaine, qui ont eu besoin d'identifier, de qualifier et de nommer la marge pour la traiter. Elles ont contribué de ce fait à verser dans l'espace de ressources symboliques dont disposaient les acteurs, de nouvelles notions et catégories symboliques dont se sont emparés ces derniers, qu'ils aient directement ou indirectement impliqués dans ces politiques. Les communications ont souligné à cet égard que les contextes socio politiques dans lesquels se sont déployés ces politiques ont joué un rôle prévalant dans la manière dont se sont cristallisés symboliquement les antagonismes et les stigmatisations. Dans les pays du sud, qui se caractérisent par un environnement socio politique autoritaire régulant la contestation sociale et ses modes d'expression par la violence politique, on a assisté en quelque sorte à un phénomène de radicalisation des oppositions entre les populations incluses et celles exclues de l'accès à la ville avec tout ce que cela a impliqué en terme de consolidation des stéréotypes et des catégorisations symboliques anciennes. Dans les pays du nord par contre, l'abondance de canaux de concertation, de dispositifs de négociation et de dialogue social de caractère plus formalisé permettant de réguler la contestation sociale émanant des catégories marginalisées, ont abouti à des situations de dilution, de mitigation du caractère subversif des dénominations et des stéréotypes en les remplaçant par des catégories symboliques puisées dans le vocabulaire technique et opérationnel, celui de la concertation sociale.

2°) Les communications présentées ont montré également l'existence de forts décalages dans les registres de dénomination, de qualification et de catégorisation de la marge, selon la place et le rôle qu'occupent et jouent les acteurs sociaux. Un constat général a été fait : celui consistant à dire que les décideurs, mais aussi les chercheurs sont constamment en posture d'essayer de ne pas se laisser distancier par la réalité à la fois de l'évolution de la marge mais également des processus de constructions symboliques qui l'accompagnent, et qui sont le fait des acteurs de base : les marginaux eux-mêmes où ce qu'ils présentent comme image de leur marginalité. Ces derniers développent en effet des stratégies de contre marginalisation ou de marginalisation voulue et assumée, garante d'une inclusion dans les dispositifs de traitement initiés par les pouvoirs publics, et utilisent à ce propos des prodiges d'inventivité et de recyclage des ressources symboliques qui leurs sont offertes par les institutionnels et les professionnels.

À ce jeu, il semble bien que les populations classées comme marginales aient toujours une longueur d'avance sur les autres acteurs institutionnels. Et c'est dans ce cadre que certains chercheurs, comme ceux de l'équipe de M Memoli travaillant sur Cagliari, ont mis en œuvre, ont développé des démarches méthodologiques innovantes, faisant appel aux capacités formidables d'invention symbolique et procédurale émanant des populations marginalisées. En mettant les populations considérées comme marginales dans la société locale en demeure de s'auto qualifier, de s'auto décrire à travers l'utilisation de moyens de communication sophistiqués (caméra vidéos), les initiateurs de cette méthodologie innovante se sont mis en position de réduire ce décalage fondamental entre la marginalité représentée par les chercheurs et la marginalité vécue et assumée.

3°) Les questions de méthode, qui n'ont pas été abordées et exposées de plain-pied dans les communications, montrent un certain nombre d'avancées au niveau de la prise en charge conceptuelle des phénomènes étudiés, mais également l'existence de certaines zones d'ombres, de thématiques et de sujets occultés ou oubliés. Il n'existe à cet égard pas de travaux permettant de faire la liaison entre les approches anciennes des phénomènes de marginalisation qui se sont développés en Europe et les travaux existants sur les pays du sud. Une analyse comparative permettant essentiellement de réaliser une « archéologie du savoir » sur ces aires culturelles différentes reste à faire, à développer. Ce qui ressort en effet de certaines communications, c'est l'importation et l'utilisation de catégories du savoir sur les marges forgées en Europe par les décideurs et chercheurs du sud, sans que ni les uns ni les autres n'aient daigné en interroger la pertinence au regard des réalités locales qu'ils traitent ou étudient. Ce qui amène à dire qu'un véritable travail de "nettoyage" conceptuel de certaines catégories du savoir, celles qui ont trait en particulier aux connotations négatives et normatives de la marginalité reste à faire.

4°) Enfin et en guise de conclusions, ou plutôt d'impressions personnelles à l'issue de ce workshop, Madani Safar Zitoun propose quelques remarques et pistes de recherche. Tout d'abord, il souligne le fait que les participants ont à peine effleuré une question d'actualité, celle qui s'impose aujourd'hui à l'heure du développement extraordinaire des nouvelles technologies de la communication et de l'information : la marginalité virtuelle. Plusieurs travaux récents, dans la foulée de la contribution majeure de Manuel Castells [« La société en réseaux »] montrent qu'il n'est plus possible de penser la marginalité uniquement en termes d'espaces matériels, physiques. La marginalité commence à être vécue en termes de déconnexion par rapport à l'univers virtuel, à cet autre espace mondialisé qu'est l'internet. Une attention particulière aux modalités à travers lesquelles les individus et les groupes essayent de contrer la marginalisation sociale et spatiale qu'ils vivent et subissent à travers leur intégration dans ce monde complètement dématérialisé de flux que constitue la Toile devra être apportée dans les années à venir.

Il déplore ensuite une autre impasse qui a été faite dans ce workshop : celle concernant l'analyse de la dimension socio linguistique. On a parlé de mots, de dénominations, de significations diverses et plurielles d'un même syntagme, mais sans que l'on se soit donné à aucun moment le moyen de penser les phénomènes de marginalisation symbolique passant par la maîtrise d'une ou plusieurs langues. Dans des pays plurilingues comme les pays du Maghreb où les langues et leurs usages singuliers et pluriels sont inégalement répartis, où existent des barrières linguistiques réelles qui peuvent recouvrir ou non d'autres barrières sociales, économiques et spatiales, la marginalité et la marginalisation symboliques se posent en des termes plus complexes que dans les pays européens qui ont réussi leur unification linguistique. Mais même

dans ces cas se posent, notamment à propos des populations immigrées, des problématiques d'intégration culturelle et linguistique qui ne passent pas nécessairement par des situations d'enclavement ou de marginalisation résidentielle. Une meilleure attention devrait être portée, dans cette perspective, aux questions linguistiques, dans leur complexité, en liaison avec les sens, les significations particulières et très évocatrices du point de vue des représentations habitantes, que les parlers locaux assignent à des espaces particuliers. Par delà la thématique de la toponymie, qui a constitué dans le passé et qui constitue encore de nos jours un enjeu de luttes sociales parfois très violentes dans certains pays où se déploient des processus de reconnaissance et de renaissance identitaires, se profile toute une problématique complexe qui mérite d'être explorée.

Pierre Signoles

Pierre Signoles souligne le foisonnement des apports, des méthodologies, des études de cas, etc. et précise qu'il ressort de ces journées que la comparaison n'est pas forcément la méthode la plus pertinente pour appréhender les marges. Il pose la question de savoir comment on peut croiser l'analyse qui porte sur des analyses particulières, précisant que la lecture en miroir n'a d'intérêt que si on garde la richesse du cas pour ne pas perdre les spécificités.

Il loue ensuite le fait que par rapport à la première réunion, il y a distanciation d'avec les terrains, et invite les participants au programme à poursuivre dans cette voie.

Pierre Signoles fait ensuite une remarque d'ordre méthodologique. La plupart des intervenants ont parlé de notions (sans corpus théorique), mais ils n'ont pas systématiquement discuté les notions. Dans beaucoup de cas, les intervenants sont restés dans l'implicite, dans le non dit. Pourquoi c'est une marge ? Par rapport à quoi ? Dans quelle mesure ? Ce sont autant de points qui n'ont pas été explicités. Discuter des notions employées permettrait de mettre plus facilement en équivalence ce dont on parle. C'est surtout vrai lorsque les mots ont une charge symbolique. Il prend un exemple concret : la « citadinité » : certains chercheurs en ont parlé au pluriel, d'autres ont préféré parlé de "processus de", mais ça ne résout pas tous les problèmes. C'est vrai aussi quand on parle de processus de patrimonialisation : au bout du processus, il y a une marge et il faut bien la qualifier.

Pierre Signoles déplore par ailleurs le fait qu'on n'ait pas entendu beaucoup de discours des habitants. Comment les habitants nomment-ils la marge ? On parle de discours des acteurs mais il faut avoir le discours avant de procéder à l'interprétation du discours. Par ailleurs, se pose la question de la langue, du bilinguisme qui a été très peu abordé (arabe classique/dialectal/populaire, etc.).

Il revient également sur la nécessité absolue de contextualiser les études de cas. Il y a des discours récurrents, à travers les années. Pour autant est-ce que des discours identiques (ou supposés identiques) véhiculent toujours les mêmes schèmes ? Est-ce de la même manière, etc. Est-ce que les stigmates sont les mêmes ? Pour répondre à ces questions la (re)mise en contexte est nécessaire. Par ailleurs, il souligne une difficulté : les acteurs urbains (urbanistes, architectes, et autres intellectuels) véhiculent les pires stéréotypes sur les bidonvilles. Comment s'interprètent ces discours ? (est-ce que l'on peut rattacher ça à une absence d'autonomie de la profession) ? Quid du discours des municipalités ?

Quid, par ailleurs, du fait religieux ? L'islamisme a fait son lit dans les marges. La recherche de terrain autour du religieux est compliquée certes, mais on peut l'évoquer, à défaut de l'analyser.

Pierre Signoles considère ensuite que les territoires du politique du Sud et du Nord ne peuvent être comparés. Les divergences sont trop importantes. Mais dans des territoires politiques locaux, comment se fait la légitimation des élites locales ?

Enfin, Pierre souligne le fait qu'au cours des dix dernières années, ceux qui se sont mobilisés sont des jeunes qui ont fait des études (qui sont sortis de la marge pour étudier). Est-ce que cela veut dire qu'on est sorti de la logique de pur spontanéisme dans les mobilisations ? Avec l'émergence d'une jeunesse éduquée, est-on passé de l'émeute à des mobilisations organisées ? Dans la marginalisation il y a des personnes qui sont en mesure d'articuler le rapport entre marges et centres (ref. *Les corps intermédiaires* de Tocqueville). Ce changement est un changement à prendre en compte pour appréhender les marges.

[1] Raffaele Cattedra se réfère en particulier à la territorialité en Afrique. Pourtier R., (2005), « Les âges de la territorialité », in Antheaume B., Giraut F. (eds), *Le territoire est mort. Vive les territoires !*, Paris, IRD, pp. 39-46.